

GUIDE SURETE SECURITE

Version à jour du 26 janvier 2021

SOPS/BSPP/SPI/BPCA/SAS

1. Préambule

La préfecture de police instruit chaque année un nombre conséquent de dossiers de demandes de permis de construire au travers d'une structure spécialisée, la direction des transports et de la protection du public. Elle organise la commission de sécurité qui concerne la sécurité incendie, l'accessibilité des personnes en situation de handicap et la sécurité publique. Chaque projet est donc examiné sous un triple prisme, avec des impératifs parfois complémentaires, parfois divergents.

Si les dispositifs concourant à la **sécurité** peuvent parfois rejoindre ceux nécessaires à la **sûreté**, il faut admettre qu'ils sont plus souvent contradictoires. Les premiers militent pour une ouverture la plus large possible de l'établissement, les seconds recherchant au contraire tous dispositifs pouvant assurer sa fermeture.

Des contradictions existaient dans le cadre de la prévention des intrusions de toute nature, elles ont été majorées avec **l'aggravation de la menace terroriste**, depuis 2015. La notion de confinement, par nature opposée à la libre évacuation, appelle un certain nombre de précautions.

La sécurité incendie, dotée d'une réglementation conséquente, cherche à intégrer dans les constructions les meilleures conditions d'évacuation, d'accès pour les services de secours (piétons et véhicules), tout en intégrant des impératifs d'évacuation des fumées, de résistance des matériaux, d'alarme, de moyens humains par les services de sécurité.

Le volet accessibilité s'attache à favoriser l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. La réglementation est plus récente, son texte fondateur a été voté en 2005, avec une mise en œuvre généralisée pour 2015 (délais réajustés depuis).

L'étude de sécurité publique précise les dispositions de **sûreté** (prévention de la malveillance, d'atteintes volontaires) intégrées dans l'instruction des projets, quand ceux-ci répondent à certains critères dimensionnant. L'objectif central du dispositif vise à prévenir les intrusions sous toutes leurs formes et à lutter contre tous les phénomènes de délinquance que pourrait connaître un projet, en envisageant les interactions avec son environnement.

Ce **guide de préconisations** est organisé sous la forme de fiches thématiques qui analysent les dispositifs de sûreté pouvant potentiellement gêner les opérations de secours et l'accessibilité des personnes en situation de handicap. Il est proposé des mesures alliant sécurité et sûreté. On trouvera une harmonisation technique comprenant parfois plusieurs alternatives en fonction des impératifs et de l'objectif poursuivi en respectant la réglementation en vigueur.

La préfecture de police, en se lançant dans ce chantier ambitieux, espère que **ces « bonnes pratiques »** faciliteront la tâche des exploitants ou maîtres d'ouvrages et leur permettront d'améliorer de façon satisfaisante les conditions de sécurité et de sûreté de leur établissement.

2. Champ d'application

Le guide s'applique à tous les établissements recevant du public ou autres soumis à une étude de sécurité publique réglementaire et de manière plus large dans une démarche volontaire, aux établissements ou projets dont les responsables souhaitent améliorer leur protection.

3. Réglementation

Sécurité incendie : Code de la Construction et de l'Habitation, Code du Travail, Arrêté du 25 juin 1980 modifié (ERP), arrêté du 30 décembre 2011 modifié (IGH), arrêté du 31 janvier 1986 modifié (habitation).

Accessibilité PSH : loi du 11 février 2005.

Sécurité publique : loi du 21 janvier 1995 et sa traduction effective dans la loi du 5 mars 2007. Décret n° 2007-1177 du 3 août 2007 pris pour l'application de l'article L.111-3-1 du code de l'Urbanisme relatif aux études de sécurité publique.

Circulaire interministérielle n° NOR INT K0700103C du 1er octobre 2007.

Décret n° 2011-324 du 24 mars 2011 relatif aux études de sécurité publique.

Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015.

4. Fiches thématiques

- 1.Fondements juridiques des ESP
- 2.Bornes anti-véhicules béliers
- 3.Façades accessibles
- 4.Équipements d'alarme
- 5.Gestion des issues de secours
- 6.Dispositifs anti-stationnements
- 7.Poste central de sécurité
- 8.Organisation de l'évacuation et Points de rassemblement

Ce guide a été rédigé par les services techniques de la préfecture de police, membres de la commission de sécurité :

- SAS : services des architectes de sécurité,
- SOPS : service opérationnel de prévention situationnel,
- BSPP : brigade des sapeurs-pompiers de Paris,
- SPI : service de prévention incendie,
- BPCA : bureau des permis de construire et ateliers

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE

1

20/06/2018

Fondements juridiques des ESP

Textes :

Trois décrets, des 3 août 2007, 24 mars 2011 et 28 décembre 2015 sont venus préciser les conditions d'application de l'article L.111-3-1 du code de l'urbanisme (art. L.114-1 depuis 2015):

- L'article R. 111-48 du code de l'urbanisme (CU) définit le champ d'application de l'étude (article R.114-1 depuis 2015) ;
- L'article R. 111-49 du CU définit le contenu de l'étude (article R.114-2 depuis 2015) ;
- Les articles R. 311-5-1 et R. 311-6 du CU indiquent la procédure à suivre en cas de création d'une ZAC ;
- L'article R. 424-5-1 du CU oblige l'autorité compétente à rejeter la demande lorsque l'étude ne remplit les conditions et les objectifs définis par l'article R. 111-49 ;
- L'article R. 431-16 du CU prévoit que la demande de PC doit comporter l'ESP lorsqu'elle est exigée par les articles R. 111-48 et R. 111-49.

L'article L.114-1 du code de l'urbanisme dispose que « les projets d'aménagement et la réalisation des équipements collectifs et des programmes de construction qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, font l'objet d'une étude préalable de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences. ».

Champ d'application :

Pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants, sont soumis à ESP :

- Toute opération d'aménagement qui, en une ou plusieurs phases, a pour objet de créer une surface de plancher de 70 000m² ;
- La création d'un ERP de 1^{ère} ou de 2^{ème} catégorie ainsi que les travaux et aménagements soumis à permis de construire exécutés sur un ERP existant de 1^{ère} ou de 2^{ème} catégorie ayant pour effet d'augmenter de plus de 10% l'emprise au sol, soit de modifier les accès sur la voie publique. Ces dispositions s'appliquent aux établissements d'enseignement du second degré de 3^{ème} catégorie.
- L'opération de construction ayant pour effet de créer une surface de plancher supérieure ou égale à 70 000m² ;

Sur l'ensemble du territoire national :

- Création d'un établissement d'enseignement du second degré de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} catégorie ;
- La création d'une gare ferroviaire, routière ou maritime de première ou deuxième catégorie ainsi que les travaux soumis à permis de construire exécutés sur une gare existante de même catégorie et ayant pour effet soit d'augmenter de plus de 10 % l'emprise au sol, soit de modifier les accès sur la voie publique.
- Opérations s'inscrivant dans un projet de rénovation urbaine comportant la démolition d'au moins 500 logements déterminée par arrêté du préfet, en fonction de leurs incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et agressions.

Dérogations au droit commun:

Conformément aux dispositions de l'article R.114-1 du code de l'urbanisme, le Préfet a le pouvoir de délimiter, au cas par cas, par arrêté, un périmètre dans lequel une ESP est obligatoire pour les ERP ou une opération d'aménagement. Le champ d'application peut dès lors excéder les seuils.

Le choix d'un périmètre doit être motivé en fonction des enjeux économiques, urbains et sociaux mais également au vu des différents aspects de la criminalité et de la délinquance.

L'arrêté doit être soumis à l'avis du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) présidé par le maire dans le cadre de la politique de prévention de la délinquance de la commune.

Contenu de l'ESP:

L'étude doit contenir 3 types d'informations :

- **un diagnostic** précisant le contexte social et urbain et l'interaction entre le projet et son environnement immédiat ;
- **une analyse** du projet au regard des risques de sécurité publique pesant sur le projet ;
- **les mesures proposées** afin de prévenir et réduire les risques et faciliter les missions des services de police, de gendarmerie et de secours ;
- se prononcer sur l'opportunité d'installer ou non un système de vidéoprotection.

Confidentialité de l'ESP

L'article L.114-3 du code de l'urbanisme prévoit que l'ESP n'est pas un document communicable aux tiers. Le maire de la commune concernée (ou d'arrondissement pour Paris, Marseille et Lyon), qui est membre de la sous-commission pour la sécurité publique, peut obtenir communication de l'étude.

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	2	20/06/2018	Obstacles anti-véhicule bélier
-------	---	------------	--------------------------------

Objectif :

Assurer la défense physique de bâtiments, d'installations ou d'espaces publics face une attaque par véhicule bélier **tout en garantissant à tout moment l'accès des secours** aux façades dites accessibles et/ou aux « voies-pompiers ».

Il faudra distinguer deux menaces aux finalités radicalement différentes¹ :

- La menace terroriste avec l'objectif d'entraîner le plus de victimes possibles et selon les cas, de larges dégâts aux installations, sans pour autant chercher à préserver la vie du conducteur.
- L'attaque crapuleuse relevant du banditisme, qui vise à la destruction d'éléments de protection pour s'emparer d'un butin. Contrairement au cas précédent, le conducteur est soucieux de son intégrité physique.

Localisation :

Les dispositifs seront implantés soit en périphérie (domaine public ou domaine privé mitoyen) soit en périmétrie (en limite foncière du propriétaire du site). Une implantation à distance de la façade est toujours plus favorable, dans la mesure où elle permet un éloignement de la menace et donc de limiter l'impact de l'attaque.

Descriptif :

Il s'agit d'obstacles déployés afin de dissuader une attaque au moyen d'un véhicule ou à défaut de bloquer la percussio n d'un véhicule 4 roues. Il sera recherché des produits certifiés pour répondre aux normes de résistance, avec une mesure de résistance exprimée en joules. Si les dispositifs les plus utilisés sont les bornes, fixes ou escamotables, le recours à d'autres procédés est tout à fait envisageable. Il pourra s'agir de matériels spécifiques (herse s – poutres coulissantes) ou de mobiliers urbains répondant aux objectifs fixés (bacs plantés – bancs – arceaux, œuvres d'art, blocs de granit enchâssés au sol, etc.).

Les contraintes liées aux flux de circulation sont à intégrer au schéma d'implantation. C'est le cas notamment des opérations d'entretien de la voirie (accès éventuel d'engins de nettoyage) ou des livraisons, riverains (horaires et circuits éventuels). Ces flux doivent être parfaitement identifiés pour définir les procédures et choisir les meilleurs dispositifs au regard du nombre de sollicitations quotidiennes.

Une étude juridique sera parfois nécessaire pour identifier les démarches à conduire (conventions, etc.) afin de se conformer à la législation en vigueur.

Critères – objectifs de sûreté :

¹ Cette analyse conditionnera le niveau de résistance des obstacles anti-véhicules bélier.

1. La résistance

Résistance équivalente à l'énergie dégagée par l'impact d'un véhicule de 7,5 t lancé à 50 km/h ou si la prise d'élan est supérieure à 250 m 7,5 t à 80 km/h (impact frontal)

(Ces données sont susceptibles d'être adaptées **au cas par cas** en fonction des caractéristiques spatiales du site étudié, des dispositifs limitant la vitesse ou sur la base d'une modélisation).

Les caractéristiques techniques des éléments de défense varieront selon les constructeurs. Pour les bornes, les indications techniques sont les suivantes :

- Pour les bornes (fixes ou escamotables) résistant à l'impact d'un véhicule de **7,5 t à 50 km/h**, le **diamètre varie de 220 à 275 mm – la hauteur hors sol est d'environ 1 m et l'enfouissement varie de 50 cm à 120 cm.**
- Pour les bornes (fixes ou escamotables) résistant à l'impact d'un véhicule de **7,5 t à 80 km/h**, le **diamètre varie de 250 à 360 mm – la hauteur hors sol est d'environ 1 m et l'enfouissement varie de 50 cm à 180 cm.**
- A noter qu'il existe des solutions nécessitant **un enfouissement très faible** (environ 11 cm) : ce sont des **bornes coulissant latéralement** sur une plaque métallique.

2. Le maillage

Espacement maximum de bord à bord fixé à 1m20 (norme CWA 16221). Cet espacement permet de bloquer les plus petits modèles de véhicules actuellement en circulation, sans perdre de vue une évolution future des modèles (notamment électriques) dont les dimensions pourraient être réduites.

3. Protection contre une utilisation frauduleuse

Pour les dispositifs escamotables, la commande d'abaissement (principale ou de secours) doit pouvoir être sécurisée.

4. Maintenance – entretien

L'entretien des dispositifs (maintenance et nettoyage) sera essentiel pour maintenir la capacité opérationnelle du système.

Critères – objectifs de sécurité incendie :

En ce qui concerne la sécurité incendie, les dispositifs mis en place ne doivent pas altérer les conditions d'accès des secours aux voies pompiers ou aux façades accessibles (cf. fiche dédiée).

Ainsi le dispositif doit :

- Permettre en permanence aux véhicules de secours d'accéder aux voies pompiers et façades accessibles ;
- être manœuvrable au moyen des matériels usuels des sapeurs-pompiers (cf. la norme NF S 61 580 du 4/11/2017) : l'utilisation de dispositifs particuliers (technologie unique à l'échelle de Paris et des départements de la petite couronne, comme des boîtiers de commande à distance, des badges, etc.) peut être étudiée en liaison avec les services de secours ;
- être doté d'une commande de secours, en cas de panne du système principal.

En cas de mise en place de bornes escamotables, les dispositions de la norme NF P 98-310, du mois d'avril 2001, doivent être respectées.

En cas d'existence d'un poste de sécurité occupé 24h/24, les modalités de mise en œuvre des dispositifs de commande principale et de secours, peuvent faire l'objet d'une étude au cas par cas (cf. les solutions envisageables décrites ci-après).

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

On recherchera le compromis entre un **accès facilité des secours** pour intervenir au plus près des sinistres et **l'exigence de protection face à la menace** de véhicules bélier. Le dispositif, qui comprend en général **une mixité d'obstacles fixes et d'obstacles amovibles** (escamotables ou déplaçables par les services de secours), doit donc répondre à ces deux objectifs.

Pour les dispositifs permanents et escamotables

Est proposée, ci-après, une réflexion sur les **bornes escamotables** et leurs dispositifs de commande pour concilier un bon niveau de sûreté et les contraintes d'accessibilité, les bornes ou dispositifs fixes n'appelant que peu de commentaires (sous réserve de ne pas contrarier l'accès des secours).

Les bornes escamotables commandées depuis un poste central de sécurité (PCS), après vérification vidéo et/ou par badge hyperfréquence (type télépéage) et/ou par lecteur de badge contact (notamment pour les riverains), **permettent de répondre aux exigences de sûreté et de sécurité incendie de manière satisfaisante.**

En complément de ce mode de fonctionnement « normal », les services de secours demandent **une commande locale de débrayage de secours**, qui peut présenter une vulnérabilité au sens de la sûreté (la clef spéciale des sapeurs-pompiers n'est pas considérée comme un élément de sûreté suffisant par les services spécialisés).

Sur ce point, plusieurs solutions sont envisageables :

- **Si un PCS se trouve sur site, avec la présence de personnel suffisant 24h/24**, il est admis que le dispositif de débrayage, implanté dans la borne ou sur un boîtier de commande à proximité, puisse être actionné via une clé de sûreté disponible au PCS. Une liaison par interphonie couplée à une surveillance vidéo permettra d'interagir avec les agents du PCS.
- **Si le PCS est déporté**, plusieurs alternatives sont envisageables pour le mode dégradé :
 - Utilisation de la clef spéciale des sapeurs-pompiers (« tricoise »²) avec temporisation selon le principe de l'UGCIS³. Lors de la mise en œuvre de la commande de secours :
 - une alarme est envoyée au PCS ;
 - le déverrouillage (abaissement) de la borne ne s'effectue qu'à l'issue d'une temporisation de 30 secondes maximum ;
 - l'opérateur du PCS déporté peut, pendant ces 30 secondes, contrôler la qualité du demandeur par la vidéo et le système d'interphonie et le cas échéant refuser l'abaissement des bornes ;
 - faute d'action depuis le PCS, l'obstacle s'abaissera à l'issue de la temporisation fixée.

Un tel dispositif nécessite un PCS centralisé doté des renvois de caméras et d'alarme pour chaque accès. Les champs de visualisation doivent permettre d'appréhender la situation dans son ensemble (véhicule et occupants) et ne sauraient se réduire à de la visiophonie.

 - Contrôle d'accès sécurisé indépendant du système principal (exemple : lecteur de badge commandant un dispositif dissocié du système principal). Ce type de dispositif, **exceptionnel**, ne peut être installé qu'après validation du service d'incendie et de secours local.
- **Si le PCS n'est pas armé/activé 24h/24 et qu'aucun renvoi n'est possible vers un PCS déporté**, la

² Nouvelle norme de clés tricoises : NF S 61-580 du 4 Novembre 2017

³ Unité de gestion centralisée des issues de secours

mise en place d'une commande locale d'effacement devient nécessaire. La commande via la clef spéciale des sapeurs-pompiers ne présente pas, sur le plan de la sûreté, un niveau jugé suffisant. On recommandera la mise en œuvre d'un dispositif validé par les services de secours et non disponible pour le public.

Pour les dispositifs permanents et déplaçables

Il s'agit de bornes amovibles destinées principalement à sécuriser les accès pompiers ou les abords d'un bâtiment et ne nécessitant pas de motorisation ni d'être reliées à un quelconque réseau. Ces bornes :

- auront un ancrage au sol variant en fonction de leur conception (des liaisons horizontales permettent de minorer la profondeur du génie civil) ;
- doivent être aisément manipulables par les services de secours. Un poids maximum de 80 kg est communément admis pour répondre à cet objectif de manipulation aisée, néanmoins un poids supplémentaire peut être accepté après avis des services d'incendie et de secours, sous la réserve de la mise en œuvre d'un dispositif de manipulation adapté. En fonction du poids, la barre à mine peut constituer un moyen de manipulation acceptable ;
- doivent résister à un véhicule bélier selon des critères de prise d'élan et de configuration. Un minimum peut être fixé au regard du couple 3.5t à 50km/h ;
- doivent dissimuler et sécuriser le système de manipulation (il est préconisé de rechercher un dispositif différent de la clé spéciale des sapeurs-pompiers) ;
- doivent présenter des garanties d'être déplaçables dans le temps (protection des interstices, protection de la serrurerie contre le vandalisme) et d'être résistantes à la déformation suite à un choc léger pour préserver leur mobilité.

Pour les dispositifs non pérennes (par exemple pour la protection des grands événements ou manifestations)

Les dispositifs difficilement « déplaçables » peuvent être de différentes natures : pyramides remplies de sable ou d'eau, jardinières remplies de bétons, blocs de granit ou glissière de béton armé (GBA). Bien souvent leur poids impose une manutention par chariot élévateur. Ils doivent être positionnés en dehors des accès des véhicules de secours.

Pour les dispositifs mobiles indispensables à l'accès des secours, mis en place sur la chaussée, il est possible de s'orienter vers des matériels tels des barrières, sur le principe des « crash barrières » avec effet de soulèvement en cas de percussioin. Ils sont en général éprouvés contre les véhicules béliers et dotés d'une commande pour assurer une manutention sur roulettes. Ils constituent une des meilleures solutions, en l'état du marché, mais nécessitent néanmoins une présence humaine à proximité pour permettre le passage des véhicules de secours en cas de nécessité ou empêcher leur manipulation par des personnes mal intentionnées.

Référentiels réglementaires :

Norme NF P 98-310 – avril 2001 (bornes escamotables).

Norme NF S 61-580 du 4 novembre 2017 (clef spéciale des sapeurs-pompiers).

Référentiels normatifs :

Sûreté

- **Norme AFNOR FD CEN/TR 14383-8 - Juin 2010**

- **Norme européenne CWA 16221 (calcul de la résistance en joules) – 2012**
 - Véhicule de 7,5 t roulant à une vitesse de 50, 65 ou 80 km/h
- **La certification BSI PAS 68, norme anglaise :**
 - Classe K4 : équivaut à l'arrêt d'un véhicule de 7,5 t lancé à 50 km/h
 - Classe K8 : équivaut à l'arrêt d'un véhicule de 7,5 t lancé à 65 km/h
 - Classe K12 : équivaut à l'arrêt d'un véhicule de 7,5 t lancé à 80 km/h
- **Department of State (DOS) Crash Test Certification devenu ASTM 2656-07 (norme américaine)**
 - graduation en 3 niveaux M30 – M 40 – M50 équivalent à K4- K8 –K12
- **IWA 14-1/2013 (norme internationale) – basée sur la percussion d'un véhicule de 7,2 t**

Sécurité incendie

- NF P 98-310 d'avril 2001 : Equipements de contrôle d'accès – Bornes escamotables
- NF S 61 850 du 4 novembre 2017 : Clef spéciale des sapeurs-pompiers

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	3	20/06/18	Façades et baies accessibles aux services de secours
-------	---	----------	---

Objectif :

Les façades et baies accessibles permettent aux services d'incendie et de secours d'intervenir et de porter assistance aux personnes en cas d'incendie indépendamment de la praticabilité des dégagements existants.

Ces façades et baies peuvent constituer une faiblesse en termes de sûreté, en particulier dans les sites sensibles et doivent alors être étudiées de manière à ne pas faciliter une éventuelle intrusion dans le bâtiment.

Localisation :

Périmétrie d'une construction.

Descriptif :

Les différents types de bâtiments sont construits de manière à permettre aux services d'incendie et de secours d'intervenir rapidement en cas de sinistre. Parmi les mesures permettant de répondre à cet objectif, les immeubles en fonction de leur destination et de leurs caractéristiques peuvent être redevables d'une ou plusieurs façades accessibles disposant de baies accessibles.

Une façade accessible aux secours doit disposer d'une sortie au niveau d'accès des secours et de baies, à chaque niveau, ayant au moins une hauteur de 1,30 m et une largeur de 0,90 m.

Quand une façade ne dispose pas de baies à chaque niveau ayant ces caractéristiques, cette façade est dite "aveugle". Si une telle façade doit être réglementairement rendue accessible aux secours, elle doit alors disposer à chaque niveau de plusieurs baies dites "accessibles" (qui peuvent se présenter comme des éléments vitrés ou des panneaux pleins) répondant aux caractéristiques suivantes :

- hauteur de 1,80 mètre ;
- largeur de 0,90 mètre ;
- distance entre deux baies au même niveau comprise entre 10 et 20 mètres ;
- distance minimale de 4 mètres, mesurée en projection horizontale, entre les baies d'un niveau et celles des niveaux situés immédiatement au-dessus et en dessous ;
- les panneaux d'obturation et les châssis doivent pouvoir s'ouvrir de l'extérieur et de l'intérieur et demeurer toujours accessibles. Ils doivent être aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

Les façades accessibles doivent être desservies par des voies engins ou espaces libres et lorsque le plancher du dernier niveau est à plus de 8 mètres du sol accessible aux services de secours, la façade accessible doit être desservie par une voie échelle ayant notamment les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale de 10 mètres ;
- largeur libre minimale de la chaussée de 4 mètres hors stationnement ;
- pente maximale de 10% ;
- force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu ;
- résistance au poinçonnement de 80N/cm² sur une surface minimale de 0.20 m² ;
- hauteur libre de 3,50 mètres.

Critères et objectifs de sûreté :

- Les baies accessibles positionnées à moins de 3 mètres du sol sont à placer obligatoirement sous alarme intrusion.
- Une baie est considérée comme résistante au vandalisme ou retardatrice d'effraction si le vitrage répond à la norme NF EN 356 – P5A minimum.
- Les baies et les façades accessibles doivent être placées sous surveillance suivant leur localisation.

Critères et objectifs de sécurité :

- Maintenir, en toutes circonstances, les voies engins et échelles, libres de tout stationnement, accessibles et praticables ;
- Maintenir l'accessibilité des baies (l'élagage des arbres positionnés entre la voie échelles et la façade accessible et leur implantation sur une seule rangée avec des espacements de dix mètres minimum permet de répondre à cet objectif d'accessibilité) ;
- Assurer la manœuvrabilité des baies des façades aveugles avec les moyens usuels des sapeurs-pompiers (conformes à la norme NF S 61-580 du 4 novembre 2017).

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

- La mise en place d'un système de vidéoprotection pour les baies aisément accessibles.
- L'installation sur les baies de dispositifs permettant de connaître leur position (contact, alarme intrusion).
- Si les baies des façades accessibles ont un haut niveau de résistance mécanique (par exemple avec une résistance supérieure au niveau P5A de la norme NF EN 356) ces façades doivent être considérées comme « aveugles ». Toutefois, dans ce cas, des baies libérant un passage libre de 1,30 m par 0,90 m manœuvrables de l'extérieur pourront être acceptées, en dérogation aux exigences de l'article CO 3. L'ensemble des baies de cette façade devra être manœuvrable de l'intérieur (ces dispositions devront être soumises à l'avis de la commission de sécurité).
- Sur les baies accessibles des façades dites « aveugles » de bâtiments « sensibles » des dispositifs de verrouillage électromécanique ou électromagnétique peuvent être installés de manière à empêcher l'ouverture depuis l'extérieur des baies en dehors d'un processus d'évacuation ou d'urgence. Ce verrouillage nécessite les mesures associées suivantes :
 - soit la mise en œuvre d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec détection

automatique d'incendie généralisée soit la mise en place d'un SSI de catégorie B avec présence d'un service de sécurité incendie 24h/24 ;

- le système doit se déverrouiller en cas de coupure de son alimentation électrique.
- En cas d'impossibilité urbaine ou architecturale, les façades accessibles peuvent être remplacées, après acceptation de l'autorité administrative compétente, par des « tours d'incendie » ou des escaliers considérés comme des solutions équivalentes (cf. avis de la commission centrale de sécurité du 8 novembre 2012). Les conditions d'accès à ces dispositifs particuliers doivent être garanties en toutes circonstances :
 - dans le cas d'un établissement protégé par un système de sécurité incendie de catégorie A avec détection automatique d'incendie généralisée, les portes d'accès aux tours d'incendie (ou solution équivalente) peuvent être placées sous verrouillage électromécanique ou électromagnétique (cf. fiche concernant la gestion des issues de secours) ;
 - dans les autres cas, les portes doivent pouvoir être manœuvrées depuis l'extérieur au moyen de la clef spéciale des sapeurs-pompiers (conforme à la norme NF S 61-580) ou bien l'établissement doit disposer 24h/24h d'un service de sécurité incendie en mesure d'accueillir les secours et de déverrouiller ces portes ;
 - l'ouverture de ces portes peut être associée à un signal sonore local (contacteur de position ou capteur volumétrique bi technologique) ;
 - les tours d'incendie ou escaliers, extérieurs, doivent être « encagés » sur une hauteur suffisante de manière à éviter tout accès par escalade.

Référentiels réglementaires :

Arrêté du 25 juin 1980 modifié pour les établissements recevant du public :

- Voies engin et échelles : articles CO 1 et 2 ;
- Façade accessible : articles CO 3 et 4 ;

Arrêté du 31 janvier 1986 et circulaire du 13 décembre 1982 pour les bâtiments d'habitation :

- Voies engins et échelles : article 4 de 31/01/1986 (la résistance au poinçonnement à respecter est celles des articles CO) et §4.1.1 de la circulaire de 1982.

Code du travail :

- Façade accessible : article R4216-25 du code du travail et article 3 de l'arrêté du 5 août 1992.

Référentiels normatifs :

- NFS 61-931 (dispositions générales), NFS 61-932 (conditions d'installation), NFS 61-934 (CMSI annexe A).
- NFS 61-937 (dispositifs de verrouillage électromagnétique d'issue) : les dispositifs de verrouillage électromécanique ou électromagnétique des baies doivent répondre aux objectifs de fiabilité de cette norme ou de toute autre norme jugée équivalente.
- NF EN 356 : vitrages anti-vandalisme et retardateur d'effraction.
- NF S 61-580 du 4 novembre 2017 (clef spéciale des sapeurs-pompiers).

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE

4

20/06/201
8

Les alarmes et équipements d'alarme

Objectif :

L'alarme a pour objectif de prévenir les occupants d'un bâtiment de la survenue d'un évènement présentant des risques de manière qu'ils puissent se mettre en sécurité.

Il est possible de distinguer plusieurs types d'alarme en fonction du risque concerné :

- l'alarme incendie ;
- l'alarme confinement ;
- l'alarme attentat ;
- l'alarme intrusion ;
- l'alarme agression.

Seules les trois premières alarmes citées ci-dessus seront développées dans cette fiche.

Pour le **risque d'incendie**, les équipements d'alarme permettent de détecter et signaler rapidement un début d'incendie pour que les fonctions de mise en sécurité du bâtiment puissent être commandées :

- évacuation (alarme sonore et visuelle et gestion des issues de secours) ;
- compartimentage (limiter l'extension du sinistre) ;
- désenfumage (limiter la propagation du feu, faciliter l'évacuation des occupants et l'intervention des secours) ;
- extinction automatique (contenir ou éteindre un début d'incendie).

En sécurité incendie, les différents équipements d'alarme sont notamment définis dans la norme NF S 61-936.

La notion de **confinement** était initialement utilisée dans le cadre de certains **risques technologiques ou industriels**, il s'agissait notamment d'indiquer à des personnes qu'un produit avait été libéré et que la conduite à tenir consistait à rester à l'intérieur des locaux et à se calfeutrer. Un signal sonore spécifique et clairement identifiable permet d'ordonner le confinement du public et du personnel. Les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) du ministère de l'éducation nationale ont développé également cette notion de confinement dans les écoles et récemment le terme de confinement a été utilisé dans le cadre du risque d'attentat.

Pour le **risque attentat**, la réaction suite à l'alarme est moins facile à définir. Face au caractère protéiforme de la menace, la « bonne réaction » des personnes peut prendre différents aspects :

- rester dans le bâtiment pour ne pas être confronté à un danger extérieur ;
- se cacher dans une partie du bâtiment pour échapper à un danger dans le bâtiment ;

- évacuer pour échapper au danger identifié.

Chacun de ces comportements peut être le bon et la réaction des occupants peut être amenée à évoluer en fonction de l'évolution de la menace. L'objectif de « **l'alarme attentat** » est donc de permettre aux responsables de l'établissement de prévenir les occupants d'une menace afin qu'ils adoptent le comportement le plus adapté en fonction de l'évolution du risque.

Pour des questions de sémantique, le terme d'alerte doit être clairement dissocié de celui d'alarme. L'alarme prévient les occupants d'un bâtiment que quelque chose est en train de se passer (action interne à l'établissement ou au bâtiment). L'alerte est l'action de prévenir les habitants d'un secteur ainsi que les services de secours ou de police (action hors de l'établissement, du bâtiment).

Localisation :

Périmétrie et volumétrie du bâtiment/établissement.

Descriptif :

- **Les équipements d'alarme incendie :**

L'objectif de l'alarme incendie est de permettre l'évacuation rapide et en bon ordre de l'ensemble des occupants.

Pour les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH) l'équipement d'alarme devant être installé est défini par les règlements de sécurité incendie. Pour ces types de bâtiments, comme pour ceux relevant du code du travail, le respect des normes en vigueur s'impose (partiellement pour le code du travail) et plusieurs normes précisent les caractéristiques des équipements concourant à la sécurité incendie et notamment les équipements d'alarme (EA) et les systèmes de sécurité incendie (SSI).

Il existe plusieurs types d'alarme :

- l'alarme générale : qui est diffusée dans tout le bâtiment et est identifiable par tous les occupants ;
- l'alarme générale sélective : qui est diffusée dans tout le bâtiment mais n'est identifiable que par le personnel formé : cette alarme se trouve notamment dans les établissements recevant du public (ERP) de soins (types U et J) et les gares ;
- l'alarme restreinte : qui a pour but d'avertir le personnel désigné en un lieu donné (poste de sécurité, gardien, etc.).

L'alarme peut être immédiate ou temporisée. La notion de **temporisation** permet de différer la diffusion de l'alarme générale dans un délai maximum de 5 minutes. Ce délai permet aux personnes en charge de la surveillance et de l'exploitation de l'équipement d'alarme ou du système de sécurité incendie, de procéder à une levée de doute pour confirmer la nécessité de procéder à l'évacuation.

Les **équipements d'alarme** sont classés en 5 catégories, dont la présentation peut être succinctement résumée ainsi :

- EA de type 1 : composé d'une unité de gestion d'alarme (UGA) de type 1, il est obligatoirement associé à un système de détection automatique d'incendie et permet de gérer plusieurs zones d'alarme (ZA) au sein d'un même bâtiment. L'alarme peut être immédiate ou temporisée.
- EA de type 2a : composé d'une unité de gestion d'alarme de type 2 reliée à des déclencheurs manuels, il permet de gérer plusieurs ZA et l'alarme peut être immédiate ou temporisée.
- EA de type 2b : composé d'un bloc autonome d'alarme sonore principal (BAAS pr) associé à des BAAS satellites reliés à des déclencheurs manuels, il ne permet de gérer qu'une seule zone d'alarme mais peut intégrer une temporisation de la diffusion de l'alarme ;
- EA de type 3 : il est composé de blocs autonomes d'alarme sonore montés en série et reliés à des déclencheurs manuels, la diffusion de l'alarme se fait de manière immédiate (sans temporisation) ;
- EA de type 4 : tout autre moyen d'émission d'un signal sonore entre dans cette catégorie (sifflet, corne de brume, etc.).

Les **systèmes de sécurité incendie (SSI)** sont également au nombre de 5 et leur composition est détaillée dans la norme NF S 61- 391 de février 2014. Ils associent un équipement d'alarme à des équipements permettant de mettre le bâtiment en sécurité : dispositif de commande manuelle (DCM), dispositifs de commande manuelle regroupés (DCMR), dispositif de commande et de signalisation (DCS), centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI). **Les systèmes de sécurité incendie ne collectent que des informations liées à la seule sécurité incendie (au 1^{er} janvier 2018).**

Certains équipements de mise en sécurité permettent de verrouiller les issues de secours et de les déverrouiller automatiquement en cas de déclenchement d'un processus d'évacuation. Ces équipements sont détaillés dans la fiche relative à la gestion des issues de secours.

• **L'alarme confinement liée au risque technologique ou industriel** :

L'alarme de confinement est déclinée à plusieurs niveaux :

- Au niveau national, via le « système d'alerte et d'information des populations ». La population est informée de la signification des alarmes et doit être sensibilisée aux actions à entreprendre en cas de nécessité.
- Dans le cadre des établissements présentant des risques industriels ou situés à proximité de tels établissements où elle prend la forme d'une alarme sonore distincte de l'alarme incendie. Le personnel de l'établissement est formé à la conduite à tenir en cas de diffusion de cette alarme.
- Les PPMS développés par le ministère de l'éducation nationale ont amené les établissements scolaires à établir des consignes particulières pour réagir à certains risques. Le confinement fait partie de ces consignes et des exercices doivent être régulièrement organisés pour que la procédure puisse être efficace.

Contrairement à l'alarme incendie, qui recherche principalement l'évacuation rapide et en bon ordre du public, l'alarme confinement nécessite que les personnes concernées soient sensibilisées et informées des comportements à adopter.

• **L'alarme attentat** :

L'alarme attentat n'est pas aujourd'hui clairement définie. Comme cette alarme a pour objectif de permettre aux responsables d'un établissement de prévenir les occupants d'une menace afin qu'ils adoptent le comportement le plus adapté en fonction de l'évolution du risque, elle prend

des formes différentes pour chaque établissement ou organisation. **Néanmoins, des critères de sûreté et de sécurité incendie peuvent être proposés et des solutions adaptées envisagées.**

Critères et objectifs de sûreté :

- En cas d'alarme d'incendie, les principaux objectifs relevant du domaine de la sûreté, portent sur la limitation du risque d'intrusion et la limitation des sorties non contrôlées (risque de vol). Les modalités d'atteinte de ces deux objectifs sont détaillées dans la fiche relative à la gestion des issues de secours.
- En cas d'alarme attentat, les objectifs de sûreté varient d'un établissement à l'autre en fonction notamment de leur sensibilité face à un tel risque. Néanmoins des critères d'efficacité permanents peuvent être cités :
 - signaler la menace au plus tôt ;
 - dissocier l'alarme attentat des autres alarmes ;
 - assurer la parfaite compréhension/audibilité de l'alarme attentat dans tout ou partie de l'établissement ;
 - faire en sorte que la source de la menace ne puisse pas identifier les actions entreprises ;
 - établir des procédures permettant de varier les réactions en fonction du type et de l'évolution de la menace.

Critères et objectifs de sécurité incendie :

- En ce qui concerne l'alarme incendie, les règlements de sécurité (ERP, IGH, habitation, etc.) décrivent des dispositions techniques qui permettent d'atteindre un niveau de sécurité considéré comme satisfaisant et répondant aux objectifs fixés par le code de la construction et de l'habitation. En résumé :
 - l'alarme générale doit être perceptible dans tout l'établissement et par toutes les personnes amenées à le fréquenter, quel que soit leur handicap (signal sonore complété par des signaux visuels, etc.) ;
 - l'alarme générale doit être diffusée pendant 5 minutes au moins ;
 - le signal d'évacuation peut être entrecoupé d'un message enregistré (obligatoire dans certains cas) ;
 - dans le cas d'une alarme avec temporisation, cette temporisation doit être gérée (mise en place de procédures permettant de procéder à la levée de doute dans le temps de la temporisation) ;
 - l'alarme doit être précoc.
- En ce qui concerne l'alarme confinement liée au risque technologique ou industriel :
 - Pour les établissements relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les interactions entre la sécurité incendie et le confinement peuvent être décrites dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales (arrêtés types). Dans tous les cas, c'est l'activité de l'entreprise qui amènera à la définition des meilleures dispositions pour combiner la prise en compte des différents risques identifiés.
 - Les dispositions prises dans le cadre des PPMS ne doivent pas aller à l'encontre de celles mises en œuvre en application des règlements de sécurité.
- En ce qui concerne l'alarme attentat : les dispositions prises spécifiquement pour répondre au risque d'attentat ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions mises en œuvre en application des règlements de sécurité incendie.

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

- La combinaison de ces exigences dans le cadre de l'évacuation liée à l'alarme incendie est également évoquée dans la fiche relative à la gestion des issues de secours.
- Dans le cas de l'alarme attentat, plusieurs principes peuvent être mis en exergue et adaptés à chaque situation :
 - L'alarme doit être la plus précoc possible. Le signal de l'alarme attentat doit être totalement **distinct** de celui de l'alarme incendie. La question de l'intégration de cette alarme aux équipements d'alarme liés à la sécurité incendie fait l'objet de discussions mais n'est pas arrêtée au 20 juin 2018. Techniquement, la cohabitation au sein d'un unique équipement d'alarme des deux signaux ne semble pas impossible.
 - Le signal ne doit pas permettre à la source de la menace d'adapter son action en fonction des actions internes menées. Pour cela, le principe d'une alarme générale sélective complétée par un message codé diffusé par un système de sonorisation semble le plus adapté. En effet, le signal sonore est identifiable par le personnel de l'établissement et le message codé permet de lui indiquer qu'une action est en cours et quel comportement adopter, sans que la menace ne sache ce qui est mis en œuvre.
 - L'éventuel message complétant le signal sonore peut être diffusé par un système de sonorisation (comme dans les centres commerciaux) et nécessite la mise en place de procédures claires basées sur des scénarios probables d'attentat liés aux particularités de l'établissement ou du bâtiment.

GUIDE SECURITE SURETE

Préfecture de police

- Ces scénarios et procédures permettent également d'atteindre l'exigence de modularité de la réponse face à une menace protéiforme. Pour que la procédure soit efficace, ces scénarios doivent être peu nombreux, simples et connus du personnel (l'organisation d'exercices ciblés peut amener à l'atteinte de cet objectif).
- Dans le cas d'un évènement se déroulant à l'extérieur de l'établissement, il est conseillé de rester dans le bâtiment en se mettant à l'abri (cf. brochure Vigipirate du SGDSN de décembre 2016). Pour ralentir ou empêcher le déplacement de la menace dans l'établissement, la mise en place de dispositifs de verrouillage des issues est envisageable (cf. fiche concernant les issues de secours) mais les procédures et automatismes liés à la sécurité incendie (notamment l'évacuation) restent prépondérants.
- Pour que le traitement des alarmes liées à la malveillance et au terrorisme soit efficace, la détention de l'information en temps réel (PCS, vidéoprotection, etc.) ainsi que la formation et l'entraînement adaptés du personnel sont nécessaires.

Référentiels réglementaires :

- Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.123-1 à L.12-4 (dispositions générales), R.123-18 à R.123-21 (classement des établissements).
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques 'incendie et de panique dans les E.R.P. De la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie ; complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les E.R.P. de 5^{ème} catégorie.
- Code du travail.
- Arrêté du 30 décembre 2011 relatif aux I.G.H.
- Arrêté du 6 janvier 1983 modifié relatif aux établissements spéciaux (Plein Air, Structures Gonflables, etc.).

Référentiels normatifs :

Norme NF S 61-930 et suivants (concernant les SSI).

Norme NF S 32-001 (signal sonore).

Norme NFS 61-937 (verrouillage électromagnétique).

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	5	12/06/2019	Gestion des Issues de Secours
--------------	----------	-------------------	--------------------------------------

Objectif :

Définir le nombre, la localisation et l'usage des portes d'accès ou de sortie de tout ou partie d'un bâtiment afin d'empêcher l'entrée voire la sortie, d'individus non autorisés, tout en permettant, en cas de sinistre, l'évacuation rapide et sûre des personnes.

Localisation :

Périmétrie / Volumétrie

Descriptif :

En cas de sinistre, les personnes occupant un bâtiment doivent pouvoir évacuer les lieux en bon ordre et de façon sûre. Pour cela, hormis dans les bâtiments d'habitation et les immeubles de grande hauteur (IGH), les cheminements d'évacuation sont déterminés en nombre et en largeur en fonction du nombre de personnes reçues. Ces cheminements, appelés dégagements, sont matérialisés par des éléments de construction : porte, issue, circulation horizontale, escalier, etc. Plusieurs types de dégagements peuvent être distingués :

- le dégagement normal : dégagement comptant dans le nombre minimal des dégagements imposés dans les dispositions réglementaires contre l'incendie ;
- le dégagement de secours : dégagement qui, pour des raisons d'exploitation, n'est pas utilisé en permanence par le public ;
- le dégagement supplémentaire : dégagement en surnombre des dégagements normaux et de secours.

En fonction du niveau de performance de sûreté recherché, des solutions peuvent être mises en place tout en étant en adéquation avec le principe d'évacuation des personnes. Ces solutions doivent être l'aboutissement d'une réflexion globale prenant en considération à la fois les contraintes architecturales, d'exploitation et les dispositions réglementaires. Elles reposent sur :

- la conception des dégagements ;
- la mise en place de moyens techniques ;
- le déploiement de moyens humains.

Critères et objectifs de sûreté :

- Limiter si possible le nombre de sorties au minimum réglementaire pour minimiser l'effort de surveillance ;
- Concevoir les sorties en intégrant les enjeux de sûreté (localisation des débouchés, surveillance, séparation des flux, etc.) ;
- Lutter contre le vol en empêchant les sorties frauduleuses (surfaces commerciales – zone contenant des valeurs telles que les musées, magasins de luxe, etc.) ;
- Lutter contre les entrées en fraude dans les établissements soumis à droit d'entrée (salles de spectacles, cinéma, expositions, musées, etc.) ;
- Prévenir l'introduction d'armes dans un site, en contournant les filtres de sûreté ;
- Empêcher les sorties non autorisées pour certains sites (commissariats, palais de justice, hôpitaux, etc).

Critères et objectifs de sécurité incendie :

Les cheminements d'évacuation doivent être maintenus libres et dégagés.

Dispositions générales pour le verrouillage en sortie

- Le principe de verrouillage des portes est à soumettre à l'avis de la commission de sécurité ;
- Le déverrouillage des issues est intégré à la fonction évacuation ;
- Le dispositif de verrouillage électromagnétique d'issue est conforme à la norme NFS 61-937 (obligatoire en ERP et IGH et préconisé dans les autres types de bâtiments) ;
- La détection automatique d'incendie, si elle existe, commande sans temporisation le déverrouillage des issues de la zone d'alarme où la zone de détection est activée (obligatoire en ERP et IGH et préconisé dans les autres types de bâtiments) ;
- La détection automatique d'incendie commande sans temporisation le déverrouillage des contrôles d'accès (articles GH27, GA 26, etc.) ;
- Chaque porte dotée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique dispose d'un dispositif de demande d'ouverture placé à proximité de la porte.

Dispositions complémentaires pour le verrouillage en sortie avec déverrouillage temporisé

- La temporisation au déverrouillage des issues de secours ne peut être réalisée que par une Unité de Gestion Centralisée des Issues de Secours (UGCIS) ;
- Une UGCIS ne peut être associée qu'avec un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A ou B ;
- Une UGCIS est conforme à la norme NFS 61-934 et admise à la marque NF ;
- L'action sur la commande du dispositif de demande d'ouverture entraîne le déverrouillage de la porte après un premier délai de 8s maximum (temporisation T1) ;
- Le maintien, par le personnel du poste de sécurité, du verrouillage de la porte pendant la temporisation T1 entraîne le déverrouillage de la porte après un second délai de 3 minutes maximum (temporisation T2) ;

- La temporisation T2 ne peut être mise en œuvre que si l'établissement est doté d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie qualifiés SSIAP;
- Les temporisations T1 ou T2 ne peuvent être mises en œuvre que si l'ensemble des issues équipées est visible depuis le poste de sécurité où se trouvent les matériels centraux du SSI, soit directement ou soit par un système de vidéo-surveillance ;
- Sur un cheminement d'évacuation, il n'y a qu'une unique porte équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique avec une temporisation au déverrouillage.

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

Généralités

Par expérience, les personnes ont tendance à utiliser pour évacuer un bâtiment les accès par lesquels ils sont entrés. Au titre de la sûreté, ces dégagements peuvent faire l'objet d'une surveillance particulière. Au titre de la sécurité incendie, s'ils comptent dans les dégagements exigibles, ils doivent être maintenus libres et dégagés. A cet effet, il convient de privilégier les issues de secours pouvant être dotées d'un contrôle d'accès en entrée et en sortie. Cette démarche permet de dimensionner raisonnablement les moyens humains et techniques pour surveiller les accès. Les portes situées sur les dégagements de secours et dotées des dispositifs de verrouillage précités peuvent empêcher l'entrée d'un individu depuis l'extérieur. La surveillance de ces accès peut être assurée par un système de caméra vidéo et/ou par un système de détection d'intrusion. En complément, des dispositifs peuvent être installés sur ces portes pour dissuader un individu de les utiliser depuis l'intérieur, par la mise en place, à titre d'exemple, d'un système d'alarme sonore locale, et déporté au PCS voire à un endroit surveillé. En matière de sûreté, la création de dégagements supplémentaires est donc à éviter.

Verrouillage des issues

Si un système de contrôle d'accès en entrée de portes situées sur les dégagements est réalisé, celles-ci peuvent être dotées d'un équipement électrique dont le déverrouillage est effectué d'une part, par le système de contrôle d'accès en entrée, et d'autre part, par l'action depuis l'intérieur sur un dispositif tel que bec-de-cane, poignée tournante, barre anti panique agissant directement sur la serrure de la porte.

Si un système de contrôle d'accès en sortie de portes situées sur les dégagements est réalisé, celles-ci sont équipées d'un dispositif de verrouillage électromagnétique d'issue dont le déverrouillage est asservi au déclenchement du processus de l'alarme incendie ou par l'action sur la commande située à proximité de la porte équipée ayant une fonction d'interrupteur sur la ligne de télécommande du dispositif de verrouillage. Un système de contrôle d'accès peut être également associé à cette installation à condition que la fonction sécurité soit prioritaire par rapport à la fonction de contrôle d'accès et compatible avec le dispositif de verrouillage électromagnétique choisi.

Le déverrouillage en sortie de portes situées sur un dégagement peut être temporisé suite à une demande d'ouverture locale à condition de mettre en place dans l'établissement une Unité de Gestion Centralisée des Issues de Secours (UGCIS). Il s'agit d'un sous-système d'un Système de Sécurité Incendie (SSI). Il est constitué de dispositifs de verrouillage électromagnétique d'issue contrôlés par un matériel central (UGCIS) implanté à proximité des matériels centraux du SSI. L'UGCIS a la possibilité de réaliser un contrôle en sortie des portes. Le contrôle en sortie est

réalisé, suite à une action manuelle d'une demande d'ouverture par un individu, au moyen d'une temporisation au déverrouillage de l'issue d'une durée maximale de trois minutes sous réserve de respecter certaines conditions.

L'attention devra être portée sur l'accessibilité des commandes de gestion de temporisation T1 (8s) pour optimiser le délai de réaction pour ne pas risquer un déverrouillage inopportun.

Dispositions complémentaires ou diverses

Plutôt que des sorties donnant sur la voie publique, il est préférable de privilégier des issues donnant sur l'extérieur dans un endroit à l'air libre non enclavé et de capacité suffisante pour recevoir les occupants de l'établissement en toute sécurité.

Les portes des issues pourront être dépourvues, depuis l'extérieur, de poignées ou de tout autre dispositif agissant sur le mécanisme de la serrure sous réserve de prévoir des dispositions supplémentaires pour faciliter l'accès des secours en cas de sinistre et l'intervention des services de police en cas de prise d'otage (par exemple, mise à disposition aux services de secours de tout dispositif pour permettre l'ouverture des portes).

Il est préférable d'utiliser les barres anti-paniques à pression plutôt que des barres anti-paniques à bascule (manipulation possible par crochet depuis l'extérieur), et que la tringlerie soit dotée de 3 points d'ancrage assurant ainsi une meilleure résistance à l'effraction. Selon la sensibilité du site, les portes d'issue de secours pourront être si nécessaire de qualité anti-effraction au regard de la norme EN 1627-30.

La mise en place de plusieurs portes successives sur le débouché des dégagements donnant sur l'extérieur et dotées de dispositif de verrouillage électromagnétique peut être envisagée pour rendre plus difficile un accès depuis l'extérieur limité à un dispositif de verrouillage électromagnétique temporisé.

Référentiels réglementaires :**ERP (Arrêté du 25 juin 1980 modifié)**

- Dimensionnement des dégagements : sous-section 1 à 3 de la section 9 du chapitre II du titre 1^{er} du livre 2 ;
- Manœuvre des portes : articles CO45 et CO46 ;
- Verrouillage des portes : articles CO46, MS 46, MS53 et MS 60.

IGH (Arrêté du 30 décembre 2011 modifié)

- Dimensionnement des dégagements : section V ;
- Verrouillage des portes donnant sur l'extérieur : article GH23 ;
- Gestion de contrôle d'accès en cas d'incendie : article GH27 ;
- Système de sécurité incendie : article GH49.

Etablissements code du travail ou bâtiments d'habitation

- Le respect des dispositions est une démarche volontaire des chefs d'établissement ou des maîtres d'ouvrage.

Référentiels normatifs :

- NF S 61-931 (dispositions générales) ;
- NF S 61-932 (conditions d'installation) ;
- NF S 61-934 (CMSI annexe A) ;
- NF S 61-937 (dispositifs de verrouillage électromagnétique d'issue).

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	6	12/06/2019	Dispositifs anti-stationnement
-------	---	------------	---------------------------------------

Objectif :

Assurer la défense physique de bâtiments, d'installations ou d'espaces publics face à la menace d'un véhicule piégé stationné à proximité immédiate des façades ou de l'emprise, **tout en garantissant à tout moment l'accès des secours** aux façades dites accessibles, aux « voies-pompiers » et aux moyens de secours (hydrants, raccords d'alimentation de colonnes sèches, barrages des fluides, raccord ZAG, etc.).

Protéger les piétons aux abords des établissements recevant le public.

Localisation :

Les dispositifs seront implantés en périphérie (domaine public ou domaine privé mitoyen).

Descriptif :

Il s'agit d'obstacles à faible résistance déployés afin de dissuader le stationnement sur une zone neutralisée (en général le trottoir).
Ils doivent intégrer cette notion de dissuasion tout en assurant l'accès des secours notamment sur la voie échelle et permettre les opérations d'entretien de la voirie (accès éventuel d'engins de nettoyage).

Critères – objectifs de sûreté :

- **Le premier objectif** est d'identifier rapidement un véhicule suspect qui se positionnerait à proximité de l'installation à protéger. Une interdiction non renforcée par du mobilier urbain est en effet trop souvent contournée. Une action de destruction de mobilier urbain augmente la « détectabilité » de la menace.
- **Le second objectif** consistera à protéger les piétons. Le mobilier permettra d'éviter que des stationnements gênants les contraignent à évoluer sur la chaussée, et apportera une protection partielle contre la percussion (volontaire ou accidentelle).
- Les dispositifs ne doivent pas être d'une manipulation trop aisée pour conserver leur potentiel de sûreté.

Critères – objectifs de sécurité incendie :

- Les dispositifs mis en œuvre :
 - o ne doivent pas constituer des obstacles à **l'accessibilité des secours**, et à la mise en œuvre des moyens d'intervention,
 - o ne doivent pas contrarier l'évacuation des établissements.

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

On recherchera le compromis entre la **facilité d'accès des secours** pour intervenir au plus près des sinistres et **l'exigence de protection** face aux menaces mentionnées ci-avant.

La protection sera réalisée par une combinaison de dispositifs fixes et amovibles ou sécables.

Les dispositifs amovibles ou sécables peuvent constituer une faiblesse en ce qui concerne la sûreté. Afin de prévenir une utilisation indue de ces équipements, il convient de privilégier pour leur manœuvre, l'usage d'un outil tel que masse ou coupe-boulons. Ils seront nettement plus visibles et donc plus détectables qu'un tournevis ou une clef adaptée aux carrés pompiers.

Parfois, **les barrières type « croix de St-André »** sont particulièrement adaptées dans la mesure où elles empêchent l'ouverture des portières droites d'un véhicule dissuadant d'autant plus le stationnement (notamment aux abords des zones commerciales ou des écoles). En cas de présence de bouches d'incendie, de raccords d'alimentation de colonnes sèches ou tout autre équipement contribuant à la sécurité incendie, ces barrières devront être soit interrompues (espace libre d'1m80), configuration non favorable sur le plan de la sûreté, soit aménagées pour permettre la mise en œuvre des moyens de secours (passage de tuyaux en partie basse).

Sur les grands linéaires, prévoir des passages possibles d'1 m 80 tous les 30 mètres protégés par des portions coulissantes ou amovibles.

Des solutions alternatives sont tout à fait envisageables pour prévenir du stationnement anarchique. La végétalisation des abords, les doubles emmarchements, le déploiement de supports vélos, l'implantation de luminaires sont autant de solutions qui permettent d'apporter des réponses intégrées à l'architecture urbaine. La présence d'une voie échelle ou engins (« voie pompiers ») nécessitera cependant une réflexion pour assurer l'accès et la mise en œuvre des engins de secours (cf. fiche relative aux façades accessibles).

Par ailleurs, dans le cadre d'une voie échelle d'une largeur libre de stationnement inférieure à 5 mètres, afin de ne pas contrarier l'utilisation des échelles aériennes, l'ensemble des dispositifs mis en œuvre ne devra pas avoir une hauteur supérieure à 1m10 (hauteur à ne pas dépasser pour assurer le passage de la partie basse des tourelles des échelles).

Les mobiliers urbains doivent par ailleurs répondre aux règles d'accessibilité, afin d'être détectables par tous.

Référentiels réglementaires :

Norme NF S 61-580 du 4 novembre 2017 (clef spéciale des sapeurs-pompiers).

Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP /IOP situées dans un cadre bâti existant, **annexe 5**.

Référentiels normatifs :

Sécurité incendie

- NF P 98-310 d'avril 2001 : Equipements de contrôle d'accès – Bornes escamotables
- NF S 61-850 du 4 novembre 2017 : Clef spéciale des sapeurs-pompiers

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	7	26/01/21	POSTE CENTRAL DE SÉCURITÉ ET/OU SÛRETÉ
-------	---	----------	--

Objectif

Le poste central de sécurité et/ou sûreté, souvent différencié, parfois mixte quant à sa localisation spatiale, est un organe centralisateur des dispositifs de sécurité / sûreté. Il doit permettre la surveillance des équipements techniques déployés dans le(s) bâtiment(s), le pilotage des matériels de sécurité et de sûreté, ainsi que la gestion du personnel dédié. Il est le centre névralgique technique et opérationnel.

Il doit être facilement accessible pour les services de secours en cas d'intervention mais également protégé des éventuels risques (incendie, inondation, acte malveillant, etc.).

Localisation

Un unique poste central (PC) peut couvrir plusieurs bâtiments ou sites (pour les ERP, cette disposition n'est autorisée que pour certaines activités).

Le poste central de sécurité incendie (PCSI) doit être positionné au niveau d'accès des secours. Cette disposition est :

- obligatoire dans les immeubles de grande hauteur (IGH) ;
- réalisée si possible dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- souhaitable dans les établissements relevant du code du travail.

Le poste central de sûreté (PCS) doit être positionné dans un espace protégé de manière à ralentir au maximum une intrusion potentielle et à réduire sa vulnérabilité.

Descriptif

Tous les types de bâtiments ne sont pas redevables d'un poste central de sûreté et/ou de sécurité incendie.

Dans le domaine de la sécurité incendie, ce sont les textes réglementaires qui fixent les exigences concernant le matériel lié à la mise en sécurité des bâtiments (cf. fiche n° 4 sur les équipements d'alarme), ainsi que la composition du service de sécurité incendie. Ce sont le dimensionnement de ces équipements et la présence du personnel nécessaire à leur exploitation qui amènent, le cas échéant, à la création d'un poste central de sécurité incendie.

Le poste central de sécurité incendie accueille donc les équipements centraux liés à la sécurité incendie (équipements d'alarme, système de sécurité incendie, informations relatives aux systèmes d'extinction automatique, commandes d'arrêt d'installations techniques, etc.). Ce matériel assure la collecte des informations liées à la sécurité incendie et permet la mise en sécurité des bâtiments, soit de manière automatique soit via une action humaine. Il accueille ainsi également le personnel en charge de l'exploitation de ces matériels.

Le poste central de sécurité est également destiné à accueillir les services d'incendie et de secours, soit dans le cadre d'une opération de secours à personne, soit dans le cadre d'une intervention liée à un début d'incendie. C'est le point névralgique de l'établissement que les services de secours visitent prioritairement en cas d'intervention.

Dans le domaine de la sûreté, le poste central n'est soumis à aucune exigence réglementaire. Il est bien souvent réservé aux établissements les plus importants (pas de PC sûreté pour les petits ERP). Il concentre les dispositifs techniques et les dispositions organisationnelles, permet le pilotage des actions de sûreté (technologiques et humaines) qui peuvent être regroupées schématiquement en trois familles :

- la vidéosurveillance (intérieur du bâtiment) et la vidéoprotection (extérieur du bâtiment) ;
- le contrôle d'accès (gestion des clés, des badges) et la détection d'intrusion (gestion des alarmes) ;
- la gestion administrative et d'emploi des agents privés de sécurité (APS) travaillant sur le site (management humain de la sûreté).

Remarque : d'autres entités (postes de garde, unité à l'avant-poste d'un site, postes d'inspection et de filtrage (inspection des personnes et des biens, etc.)) peuvent hiérarchiquement et techniquement être rattachées à ce poste central : ces entités seront alors appelées « divisionnaires ».

Critères et objectifs de sécurité incendie

Le choix de créer un poste central de sécurité incendie résulte à la fois d'une réponse à des obligations réglementaires et techniques mais aussi à une volonté d'un porteur de projet.

Au regard de ce qui a été écrit ci-avant, le PCSI doit être dimensionné pour :

- **abriter les équipements centraux liés à la sécurité incendie ;**
- **permettre au personnel de sécurité d'effectuer ses missions, en situation normale d'exploitation ou en cas de crise ;**
- **être en mesure de recevoir les services d'incendie et de secours en cas de nécessité.**

Critères et objectifs de sûreté

En matière de sûreté, malgré l'absence de cadre réglementaire, **4 objectifs majeurs peuvent être mis en évidence :**

- **Assurer la protection du PCS :**
 - Positionner le PCS (point stratégique du bâtiment) ou mettre en place des dispositions, notamment constructives, afin qu'il ne soit pas vulnérable par une action malveillante depuis l'espace accessible au public.
 - Le placer sous contrôle d'accès et équiper ses portes d'ouvrants répondant au niveau A2P BP2 minimum.
 - Interdire tout visuel de l'intérieur de celui-ci depuis l'extérieur.
 - Implanter en ses volumes une base vie pour un fonctionnement en autonomie.
- **Assurer dans de bonnes conditions la supervision générale du site via la gestion des dispositifs de sûreté en exploitation normale et en période de crise :**
 - Selon l'importance de l'établissement, il sera recherché un renvoi du triptyque vidéo – détection intrusion – contrôle d'accès au sein d'une solution intégrée (superviseur ou hyperviseur).
 - Être en capacité de reprendre les commandes de tout système divisionnaire (postes déportés).
 - Être en capacité de neutraliser les contrôles d'accès périmétrique (mise sous contrainte).
 - En fonction de l'établissement, dupliquer les enregistrements vidéo hors site.
 - Sécuriser la continuité de l'alimentation électrique des équipements et des matériels.
- **Assurer obligatoirement une communication privilégiée et sécurisée entre le PC dédié à la sécurité incendie et celui dédié à la sûreté quand les deux entités sont distinctes.**
- **Etre en capacité de gérer de façon satisfaisante une crise (avoir les effectifs suffisants et le**

dimensionnement adapté pour une rapide montée en puissance - établir des procédures).**Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie**

Afin de répondre aux critères et objectifs énoncés ci-dessus, il est possible de présenter différentes dispositions ou mesures, techniques, organisationnelles et architecturales, qui permettent d'atteindre un niveau de conception jugé satisfaisant.

Ces dispositions vont être présentées en 2 parties :

1°) la mise en place d'un poste de sécurité dédié exclusivement à la sûreté d'une part et à la sécurité incendie d'autre part ;

2°) la mise en place d'un poste de sécurité dédié à la fois à la sûreté et la sécurité incendie.

1°) La mise en place d'un PC dédié exclusivement soit à la sûreté soit à la sécurité incendie

Dans la majorité des bâtiments ou établissements existants, les gestions de la sécurité incendie et de la sûreté sont parfaitement différenciées et s'organisent dans des locaux distincts. Ces PC doivent répondre à certaines exigences communes mais aussi à des contraintes spécifiques à chacune de leurs missions. Nous proposons quelques réflexions organisées en 4 points :

- la localisation et la protection des PC ;
- l'organisation spatiale et l'ergonomie des PC ;
- la gestion des équipements centraux de sûreté et de sécurité incendie ;
- le management de la sûreté et de la sécurité incendie.

1.1 - La localisation et la protection des PC**1.1.1. – Cas du poste central de sécurité incendie (PCSI)**

Sur le plan de la sécurité incendie, le PC doit être positionné, dans la mesure du possible, au niveau d'accès des secours. Ce positionnement a pour but de permettre aux services d'incendie et de secours de localiser rapidement le PC et de s'y rendre aisément. Si pour des raisons architecturales, techniques ou organisationnelles avérées, l'implantation du PC à ce niveau n'est pas possible, il est envisageable de le positionner à un niveau directement supérieur ou inférieur mais cette disposition doit faire l'objet dans les ERP d'un accord de l'autorité administrative et, dans les IGH, d'une demande de dérogation à l'article GH 56.

Outre sa localisation, d'autres mesures peuvent participer à la **protection** d'un poste de sécurité. Il s'agit notamment de dispositions constructives ayant pour but de protéger les locaux contre une atteinte extérieure, qu'elle soit naturelle, humaine ou technologique.

Ainsi, la protection du PCSI contre une action malveillante mérite d'être prise en considération en fonction de la sensibilité du site bien que celle-ci ne soit pas la préoccupation première. Le PCSI, étant le centre névralgique comportant les équipements centraux de sécurité incendie, doit être préservé contre le risque d'incendie.

Cette protection passe notamment par :

- un isolement des locaux par rapport à leur environnement par le biais de cloisons et planchers ayant un degré de résistance au feu adapté. Cet isolement est à adapter en fonction du type de bâtiment. Il peut être considéré néanmoins que l'objectif est atteint par la mise en place de cloisons, portes et planchers coupe-feu de degré une heure.
- la limitation du risque d'éclosion interne d'un incendie. Il convient de ne pas positionner dans

le cœur du poste de sécurité, à proximité des équipements centraux de sécurité incendie, de matériels ou matériaux pouvant être à l'origine d'un départ de feu ou pouvant faciliter son développement.

1.1.2. – Cas du poste central de sûreté (PCS)

Sur le plan de la sûreté, le positionnement du PC doit être réalisé de manière à éviter qu'il soit facilement atteint par une action malveillante. Il pourra donc être privilégié des endroits en retrait des accès ou dans des niveaux plus difficilement atteignables (étages, sous-sols, etc.).

Pour se prémunir des actes malveillants, la protection périmétrique du PC de sûreté (PCS) doit tendre à intégrer les éléments suivants :

- la mise en place de portes résistantes à l'effraction voire d'un sas qui renforce encore le niveau de sécurité ;
- la mise en place d'un système de contrôle d'accès ;
- l'installation du PCS dans un local aveugle ou muni de fenêtres sans tain afin de se prémunir des regards extérieurs.

Elle doit être également préservée contre le risque d'incendie, notamment par un isolement des locaux par des parois, planchers et portes possédant un degré de résistance au feu adapté.

1.2 - L'organisation spatiale et l'ergonomie des PC

Une fois le PC positionné et sa protection périmétrique assurée, il convient de s'intéresser aux dispositions nécessaires à son organisation spatiale et à son ergonomie fonctionnelle. Les questions d'ergonomie des postes de travail et les questions liées au bien être des agents ne seront pas développées dans cette fiche mais doivent bien évidemment être prises en considération.

Pour l'organisation spatiale du poste central et son organisation fonctionnelle, il est nécessaire d'intégrer les missions du personnel qui occupe le PC.

1.2.1. – Cas du poste central de sécurité incendie

En matière de sécurité incendie, les missions du personnel au poste de sécurité peuvent notamment inclure :

- la surveillance des équipements centraux du système de sécurité incendie ;
- l'organisation de levées de doute liées à la sécurité incendie ;
- l'alerte pour solliciter l'intervention des services de secours ;
- le secours et l'assistance aux personnes ;
- la mise en œuvre des procédures de permis de feu liés aux travaux ;
- l'accueil des secours extérieurs ;
- etc.

Chacune de ces missions peut nécessiter l'aménagement d'un espace particulier au sein d'un PC.

La surveillance des équipements centraux d'un système de sécurité incendie (bloc autonome d'alarme sonore – BAAS de type Pr, équipement de contrôle et de signalisation - ECS, centralisateur de mise en sécurité incendie – CMSI, etc.) nécessite que le personnel puisse voir et commander les différentes fonctions de mise en sécurité incendie du bâtiment. Les baies (ou des faces avant déportées) doivent donc se trouver dans le PC ou à sa proximité immédiate. Une attention toute particulière doit être portée aux commandes de l'UGCIS (quand le site en est doté). Pour être pleinement opérationnel (délai de 8s), le bouton de relance doit être très proche de l'agent SSIAP.

Dans le cadre de la sécurisation, des commandes d'arrêt d'urgence sont installées telles que l'arrêt d'urgence des installations électriques normales, l'arrêt d'urgence des installations de ventilation confort, etc.

L'organisation des levées de doute, en cas de déclenchement d'une alarme restreinte, nécessite le déplacement d'une personne sur le lieu de déclenchement de l'alarme et d'une personne au PCSI assurant la surveillance des équipements centraux pendant la durée de la levée de doute. Le poste de sécurité incendie doit donc être dimensionné pour accueillir le nombre de personnes nécessaire à ces actions.

Les moyens d'alerte doivent être présents dans le PC. Les liaisons nécessaires sont réalisées selon la réglementation : soit par téléphone urbain, soit par ligne téléphonique reliée directement au centre de traitement des appels des services de secours les plus proches, soit par un dispositif équivalent.

Le secours et l'assistance à personne sont des missions majeures d'un service de sécurité incendie. Dans les grandes entités, il est parfois mis en place des locaux permettant d'accueillir les personnes en détresse ou dans l'attente de l'arrivée des secours extérieurs. Ces locaux doivent permettre de mettre en place un brancard ou un lit et doivent disposer du matériel nécessaire au secours à victime.

La procédure de permis de feu implique que des personnes (sociétés extérieures, prestataires) viennent se présenter au personnel de sécurité incendie afin de les informer du début et de la fin de travaux, de préciser leur nature, leur localisation et l'identité des personnes en charge de leur réalisation. Pour cela, il est judicieux de mettre en place un comptoir ou espace de contact adapté à ces procédures quotidiennes.

Dans les établissements de grande dimension, il est judicieux de disposer d'un espace permettant aux services extérieurs d'incendie et de secours de prendre place pour créer un poste de commandement avancé en cas d'intervention importante. Cet espace doit à minima, avoir :

- une superficie de 15 m² ;
- des supports permettant de positionner les plans de l'établissement ;
- des tableaux blancs ;
- une ligne téléphonique permettant de joindre l'extérieur.

Par ailleurs, en cas de présence H24 du personnel en charge de la sécurité incendie, il est nécessaire de prévoir des espaces de repos et de vie adaptés à l'effectif du personnel (salle de réunion, de formation, espace de repos, de repas, sanitaires, etc.). Pour les sites importants, il est régulièrement conseillé de créer des postes de sécurité d'une superficie d'environ 100 m² pour accueillir tous les locaux nécessaires à la réalisation de ces différentes missions.

1.2.2. – Cas du poste central de sûreté

En matière de sûreté, les missions du personnel au poste de sécurité peuvent notamment comprendre :

- le contrôle des personnes accédant au site ;
- la délivrance d'autorisations d'accès et de badges d'identification ;
- la surveillance de systèmes de vidéo protection ;
- la surveillance de dispositifs anti-intrusion, etc.

Dans la majorité des situations, il est préférable, compte tenu de la localisation du PC évoquée plus avant, que les missions nécessitant un contact des agents avec les « visiteurs » (contrôle des accès, la délivrance des autorisations d'accès, etc.) ne soient pas réalisées depuis le PC principal mais en déporté dans d'autres locaux disposant d'une liaison avec le PC de sûreté.

Néanmoins, il est parfois difficile de réaliser ces dissociations et c'est depuis le PC principal que ces missions sont réalisées. Il est alors judicieux de réaliser :

- la mise en place de sas associés à de la vidéo surveillance pour le contrôle des flux de personnes venant se présenter au poste ;
- une dissociation des locaux au sein du poste central de manière à ce que les personnes venant pour la délivrance des badges ou le contrôle d'accès ne puissent être en contact qu'avec la personne en charge de cette mission, sans interaction possible avec les autres fonctions de sûreté ;
- la mise en place de « guichets de sûreté » dont le niveau de protection est à adapter en fonction de la sensibilité du site ;
- etc.

En cas de présence H24 des agents sûreté, il est nécessaire de prévoir des espaces de repos et de vie adaptés à l'effectif du personnel (salle de réunion, de formation, espace de repos, de repas, sanitaires, etc.). Pour que les agents ne soient pas exposés à un acte malveillant, ces locaux doivent être de préférence reliés directement avec le PC de sûreté, sans transit par les espaces accessibles à tous.

Le PC peut être desservi par des installations techniques distinctes et indépendantes des installations techniques desservant les autres parties de l'établissement. A ce titre, il peut être envisagé d'installer dans le poste de sûreté des installations de climatisation dédiées.

Concernant la vidéo, le dimensionnement des écrans sera primordial pour offrir un bon confort de vision et faciliter la détection d'une menace (capacité à distinguer une arme d'un autre accessoire sur les images).

En corollaire, le **recul** de l'opérateur avec le mur d'images, la **fluidité** et la **qualité** des vidéos, les **sources d'éclairage** ainsi que le **mobilier** influenceront directement sur la fatigabilité et donc sur l'efficacité des personnels de sûreté.

1.3 - La gestion des équipements centraux de sûreté et de sécurité incendie du poste de sécurité

Ce paragraphe est consacré au matériel central des équipements de sûreté (centrale de vidéoprotection/vidéo surveillance, alarmes anti-intrusion, etc.) ou de sécurité incendie (systèmes de sécurité incendie, centrale sprinkleur, etc.), les petits matériels (radios, clefs, matériels divers) seront abordés dans la partie management de la sûreté et de la sécurité incendie.

La gestion des équipements centraux de sûreté/sécurité peut être abordée sous deux aspects majeurs :

- la surveillance des équipements ;
- l'autonomie des équipements.

1.3.1. – Gestion des équipements centraux de sécurité incendie

En matière de sécurité incendie, ces exigences sont définies soit dans les règlements de sécurité propres à chaque type de bâtiment ou d'activité (établissements recevant du public, bâtiments d'habitation, immeubles de grande hauteur et bientôt immeubles de moyenne hauteur, bâtiment relevant du code du travail) soit dans des normes matériels ou produits ou encore dans des documents techniques.

En ce qui concerne la surveillance des équipements, de manière synthétique, trois types principaux de matériels nécessitent d'être surveillés :

- l'équipement de contrôle et de signalisation (ECS) ;
- les unités de signalisation ;
- les équipements d'alarme permettant une temporisation du signal d'évacuation.

En outre, les informations suivantes méritent une attention particulière :

- les informations liées à la disponibilité des sources de sécurité telles que celles des groupes électrogènes de sécurité et les informations liées à la coupure de charge des installations de l'éclairage de sécurité par source centrale ;
- les informations de défaut d'isolement des installations de sécurité telles que les sources des installations d'extinction automatique à eau ;
- toute autre information d'équipements ayant un impact sur la sécurisation des lieux.

Une partie des équipements de sécurité incendie dispose d'unités de signalisation (US) qui permettent de connaître la position des dispositifs participant à la mise en sécurité des bâtiments. Ces US sont intégrées notamment dans les systèmes de sécurité incendie (SSI) de catégories A, B et C. Ces unités de signalisation doivent être surveillées en permanence pendant les heures d'ouverture des établissements qui en sont équipés. Dans certains bâtiments comme les IGH cette surveillance doit être assurée même hors période d'exploitation afin notamment de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Outre les US, d'autres dispositions nécessitent la surveillance des équipements permettant de diffuser l'alarme dans le bâtiment. C'est le cas lors de l'existence d'une temporisation au déclenchement de l'alarme. Cette temporisation permet, lorsqu'un déclencheur manuel (DM) ou une détection incendie (DAI) sont déclenchés, de ne pas diffuser immédiatement le signal d'évacuation. Pendant un laps de temps pouvant aller jusqu'à 5 minutes, une personne peut se rendre sur le lieu de l'activation du DM ou de la DAI pour vérifier s'il est nécessaire de procéder à l'évacuation. Cette temporisation est possible avec les équipements d'alarme de types 1, 2a et 2b (cf. fiche sur les alarmes). Ces équipements doivent, eux aussi, être surveillés en permanence afin que la temporisation puisse être efficacement exploitée.

Cette surveillance peut être réalisée par des personnes possédant différents types de qualifications :

- du personnel formé à l'exploitation du matériel ;
- des agents de sécurité incendie qualifiés SSIAP (cf. arrêté du 2 mai 2005 modifié) ;
- des sapeurs-pompiers professionnels (cette disposition n'est prévue que pour les ERP – article MS 46).

La mise en place d'une unité d'aide à l'exploitation (UAE) peut être judicieuse dans les établissements de grandes dimensions, elle permet de gérer plusieurs baies ou équipements depuis un poste informatique et facilite donc le travail du personnel. Néanmoins, les équipements centraux doivent rester accessibles. L'UAE doit donc être exploitée à proximité immédiate de ces équipements.

La mise en place de tableaux répétiteurs d'exploitation (TRE) est également possible, ils permettent de déporter la surveillance du matériel central depuis un autre local (par exemple depuis la loge d'un gardien la nuit). Il peut également être mis en place un service de surveillance à distance des équipements en dehors des périodes d'occupation des bâtiments (télésurveillance).

En ce qui concerne l'autonomie de fonctionnement des équipements, ce sont également les textes réglementaires et les normes appelées, qui fixent certaines exigences. Nous évoquerons l'autonomie de fonctionnement d'un matériel comme étant sa capacité à poursuivre son action malgré la disparition de son alimentation électrique normale.

De manière synthétique, les équipements devant disposer d'une alimentation de sécurité sont définis dans les règlements de sécurité (notamment l'article EL 3 pour les ERP, GH 3 pour les IGH, etc.). Leur autonomie peut être obtenue par des batteries d'accumulateurs internes aux équipements, par des alimentations électriques de sécurité (batteries d'accumulateurs, onduleurs, groupes électrogènes) ou par une dérivation issue directement du tableau électrique principal du bâtiment.

La durée de cette autonomie est également fixée par les règlements et par les normes, elle doit permettre soit de poursuivre l'activité au sein du bâtiment malgré la coupure de l'alimentation électrique normale, soit de réaliser l'évacuation du public dans de bonnes conditions malgré cette disparition. Ainsi certains équipements comme les éclairages de sécurité peuvent n'avoir une autonomie que d'une heure afin que les personnes puissent évacuer, alors qu'un système de sécurité incendie de catégorie A va disposer d'une autonomie allant jusqu'à plus de 12 heures en veille.

Certains bâtiments disposent également d'une redondance de l'alimentation électrique normale permettant de limiter les risques de coupure électrique.

Par ailleurs, les informations suivantes doivent être reportées au poste de sécurité :

- la disponibilité des sources de sécurité telles que celles des groupes électrogènes de sécurité ;
- la coupure de charge des installations de l'éclairage de sécurité par source centrale ;
- de défaut d'isolement des installations de sécurité telles que les sources des installations d'extinction automatique à eau.

1.3.2. – Gestion des équipements centraux de sûreté

En matière de sûreté, en l'absence de texte réglementaire, ce sont les recueils de bonnes pratiques et un choix stratégique des responsables d'un bâtiment qui vont permettre d'établir les exigences de surveillance et d'autonomie des équipements mis en œuvre.

Certains équipements nécessitent une surveillance particulière, il s'agit notamment des systèmes de vidéo protection, des systèmes anti-intrusion ou de contrôle d'accès, etc. Contrairement au domaine de la sécurité incendie, cette surveillance doit, dans la majorité des cas, être réalisée en période d'occupation des locaux mais aussi en période d'inoccupation.

Comme en matière de sécurité incendie, il est judicieux de prévoir des mesures garantissant la continuité du fonctionnement du matériel de sûreté pendant une durée déterminée malgré la disparition de l'alimentation électrique normale du bâtiment. Les alimentations électriques de sécurité peuvent être également constituées en fonction des équipements soit par des batteries d'accumulateurs internes, soit par des batteries d'accumulateurs, des groupes électrogènes ou des dérivations directes issues du tableau électrique principal du bâtiment.

1.4 - Le management de la sûreté et de la sécurité incendie

L'objet de ce paragraphe n'a pas pour objectif de détailler ce que peut ou devrait être le management de la sécurité incendie et de la sûreté dans sa globalité mais de mettre en exergue certains outils, certaines pratiques ou points particuliers qui présentent un intérêt majeur et peuvent participer à la réussite de la mise en place d'un PCSI et/ou d'un PCS.

4 éléments principaux méritent d'être présentés :

- le petit matériel au poste de sécurité ;
- les documents du poste de sécurité ;
- la formation du personnel au poste de sécurité ;
- la création d'une salle de gestion de crise distincte des PC.

Le petit matériel au PC regroupe tout ce dont le personnel peut avoir besoin pour réaliser ses missions au sein du bâtiment. Une partie de ce matériel a une importance particulière et mérite d'être géré d'une manière spécifique.

Le **matériel de communication** notamment fait partie de ces petits équipements sensibles. Il permet aux agents de l'établissement de communiquer rapidement mais également aux services de secours

de mener leurs interventions.

En matière de sécurité incendie, une partie des missions des agents (rondes, levées de doute, intervention pour assistance à personne, etc.) peut nécessiter des moyens de communication dédiés pour que les personnes sur le terrain puissent être en relation permanente avec le poste de sécurité et avec les autres agents. Dans la majorité des cas, ce sont des systèmes radiophoniques qui sont utilisés.

En outre, dans les IGH, l'arrêté du 30 décembre 2011 précise à l'article GH 56 §2b qu'au moins 4 appareils émetteurs-récepteurs radio doivent pouvoir être mis à la disposition des services d'incendie et de secours. Enfin en ERP, l'article MS 71 fixe des exigences pour que les matériels radio des secours puissent fonctionner dans le bâtiment (notion de continuité radioélectrique).

Ainsi, lorsque des radios sont mises à disposition d'un service de sécurité incendie, il convient :

- de dimensionner leur nombre en fonction des missions du service ;
- de positionner le système de recharge dans un endroit facilement visible et repérable afin que le personnel puisse s'assurer en permanence de la disponibilité du matériel (de préférence à proximité de l'entrée du poste pour des raisons ergonomiques) ;
- d'adapter l'équipement aux besoins et activités du site (ATEX, analogique ou numérique, avec ou sans licence, etc.).

En matière de sûreté, les éléments évoqués ci-avant sont également applicables. Il est en outre possible de renforcer le niveau de sécurité des appareils radio en utilisant par exemple des fréquences privées (accompagnées d'une redevance annuelle).

Les **clefs et badges** sont d'autres équipements qui méritent une attention et une gestion particulières. Notamment en matière de sécurité incendie, il est important que le personnel puisse avoir accès à l'ensemble des locaux, que ce soit pour la réalisation des missions de prévention mais également pour les interventions.

Cet accès global peut se confronter à des objectifs de sûreté. Outre l'établissement de procédures adaptées, plusieurs types de matériels sont de nature à permettre au service d'incendie d'effectuer ses missions tout en assurant un haut niveau de contrôle des accès :

- l'utilisation de clefs sécurisées électroniques, associées à des cylindres mécaniques et électroniques, qui permettent grâce à une technologie notamment d'induction de paramétrer des clefs et de pouvoir les désactiver en cas de nécessité ;
- l'utilisation d'armoires de gestion de clefs et badges qui permettent d'attribuer des droits différenciés, de gérer les mouvements mais aussi d'assurer une traçabilité et une recherche des trousseaux.

Les documents devant se trouver au PC sont définis en ce qui concerne la sécurité incendie, notamment par les règlements de sécurité mais également dans des référentiels techniques ou professionnels (comme les règles APSAD).

Parmi ces documents, il est possible de citer :

- *Les plans de l'établissement* : ils doivent notamment préciser l'emplacement des équipements liés à la sécurité incendie et des locaux à risques. Par ailleurs, en cas de présence de systèmes de sécurité incendie avec plusieurs fonctions de mise en sécurité (désenfumage, compartimentage et évacuation), il est nécessaire de disposer de plans présentant les différentes zones de mise en sécurité aussi bien pour l'exploitation même des équipements centraux que pour l'intervention des secours.
- *Le registre de sécurité* : il s'agit d'un document technique dans lequel sont synthétisées les informations relatives au bâtiment (renseignements généraux, liste du personnel et des moyens

de secours), les opérations de maintenance et les vérifications périodiques obligatoires, etc. Ce document est examiné par la commission de sécurité lors de sa visite périodique dans les ERP et les IGH.

- *Le cahier de consignes* : les consignes de sécurité doivent se trouver dans le registre de sécurité quand l'établissement en est doté mais peuvent également être regroupées dans un document spécifique. Il s'agit donc d'un recueil des différentes procédures en vigueur au sein de l'établissement. Les consignes (générales, particulières ou spéciales – cf. la règle R6 APSAD) doivent être connues du personnel et mises à jour au moins annuellement.
- *La main courante* : il s'agit d'un document dans lequel sont répertoriés tous les événements liés notamment à une mission de sécurité. Ce document peut-être sous format papier ou électronique. Dans le cas des mains courantes électroniques, elles peuvent être reliées aux systèmes de sécurité incendie et aux UAE afin de faciliter le travail des agents. Ce document permet une traçabilité de chaque événement. Dans les systèmes de sécurité incendie de catégorie A et B, les événements sont par ailleurs conservés pendant au moins 72 heures (soit dans une mémoire interne des équipements centraux soit par un système de type impression au fil de l'eau – cf. §6.2 de la norme NF S 61-933).
- *Le schéma d'organisation globale de la sécurité* est un document qui est apparu dans la réglementation relative aux établissements recevant du public de type magasin de vente ou centre commercial, avec l'arrêté du 13 juin 2017 modifié (article M 31). Ce document, réalisé par le directeur d'établissement, doit notamment préciser le dimensionnement du service de sécurité, les actions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du public et les modalités de réalisation d'une évacuation générale.

La formation du personnel au poste central revêt une importance toute particulière puisque c'est au PC que remontent les informations techniques et que seront prises les premières décisions. En outre, une bonne connaissance du site est indispensable. A ce titre, l'effort doit être porté sur les nouveaux arrivants (agents des sociétés prestataires, *turn-over*...) qui doivent intégrer rapidement les particularités du site et la conduite à tenir.

L'objet de la fiche n'est pas de présenter l'ensemble des obligations en matière de formation qui incombent à un chef ou directeur d'établissement mais de préciser des bonnes pratiques qui peuvent concourir à une formation efficace des agents.

En **matière de sécurité** de nombreuses obligations de formation s'imposent aux chefs de site. Elles sont induites par le code du travail (article L 6321-1), le CCH (R123-11 pour les ERP), les règlements de sécurité (articles MS 48, GH 60, etc.) ou encore des référentiels techniques (règle APSAD R 6 §6). Dans la majorité des cas, les obligations de formation sont listées mais pas le détail de leur contenu. Seul l'arrêté de 2005 relatif aux services de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) précise un contenu de formation détaillé pour les agents de sécurité incendie.

Une formation du personnel ne devrait pas se limiter à une séance annuelle. En l'espèce, pour être efficace, la formation initiale, doit être complétée par des formations/informations spécifiques régulières adaptées aux particularités du site. La fréquence de ces séquences doit être adaptée en fonction du type de personnel concerné.

Pour les agents SSIAP et les sapeurs-pompiers professionnels employés en service de sécurité incendie, ces actions de formation doivent être régulières.

Pour du personnel employé à d'autres tâches, elles peuvent être plus espacées mais devraient être au moins hebdomadaires. Afin de les rendre attractives, il est possible de demander à des agents de réaliser des informations de quelques minutes (15 minutes au moins) sur des sujets choisis liés aux équipements spécifiques et particularités du bâtiment.

En résumé, une bonne pratique managériale de formation du personnel en matière de sécurité incendie intègre :

- des formations initiales et périodiques concernant :
 - l'utilisation des moyens de secours ;
 - les gestes de premiers secours ;
 - l'exploitation des équipements de sécurité en place au PC ;
- des séances d'informations complémentaires, au moins hebdomadaires, concernant ces mêmes formations, réalisées par le personnel et adaptées aux particularités du site ;
- une prise en compte des nouveaux arrivants avec la réalisation de livrets présentant les matériels, consignes et particularités du site et la présentation *in situ* de celles-ci ;
- une évaluation régulière des connaissances du personnel ;
- un retour d'expérience d'événements produits pour partager les procédures.

En matière de sûreté, chaque personnel doit être titulaire de la carte professionnelle d'agent de sécurité et donc avoir obtenu le certificat de qualification professionnel d'APS.

La création d'une salle de gestions de crises distincte du PC est un élément complémentaire du management de la sécurité/sûreté au sein d'un établissement.

Dans certains grands établissements, il est nécessaire, afin d'anticiper les événements majeurs, de disposer d'une salle de gestion de crise, non pas destinée aux opérationnels et aux services extérieurs, mais à la direction de l'établissement. Cette salle aura pour vocation de permettre à l'équipe de direction de se réunir, loin du tumulte de la conduite des opérations d'urgence, afin de préparer la communication officielle de l'établissement ainsi que les dispositions conservatoires à mettre en place pour et suite à la résolution de l'évènement. Elle sera dotée des équipements technologiques nécessaires aux opérations de communication (informatique) et de pilotage (dont la vidéo).

2°) La mise en place d'un poste de sécurité dédié à la fois à la sûreté et la sécurité incendie

La question de la mutualisation de la sécurité incendie et de la sûreté est récurrente depuis quelques années, notamment dans des établissements de grandes dimensions. Elle concerne principalement deux aspects qui sont développés ci-après :

- la mutualisation des locaux accueillant le poste de sécurité incendie (PCSI) et celui de sûreté (PCS) ;
- la réalisation des missions de sécurité incendie et de sûreté par le même personnel.

2.1 – La mutualisation des postes de sécurité PCSI et PCS

Dans les bâtiments d'habitation ou ceux relevant du code du travail, rien n'est précisé concernant cette mutualisation des fonctions du poste de sécurité. Ainsi, cette mutualisation revient à l'appréciation des porteurs de projets.

En revanche, **dans les ERP et les IGH la création d'un poste de sécurité unique regroupant la sûreté et la sécurité incendie n'est pas conforme aux exigences réglementaires en vigueur.**

En effet, les articles MS 50 (du règlement de sécurité du 25 juin 1980 dans les ERP) et GH 56 (du règlement de sécurité contre l'incendie dans les IGH) exigent que le poste central de sécurité incendie soit à l'usage « *exclusif* » du personnel chargé de la sécurité incendie.

Néanmoins, en 2017, une modification des dispositions spécifiques applicables aux magasins de vente et centres commerciaux a autorisé cette possibilité de regroupement pour les établissements recevant du public de type M. L'article M 29 §5 précise que « *par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article MS 50, le poste de sécurité incendie peut être mutualisé avec le poste de sûreté de l'établissement* ». Cette dérogation au principe général de séparation des fonctions sécurité incendie et sûreté est associée à une exigence nouvelle prévue à l'article M 31 : l'obligation

de réaliser un « schéma d'organisation globale de la sécurité de l'établissement ». L'un des objectifs de ce schéma est bien de définir clairement les missions organisées au titre de la sécurité incendie mais également au titre de la sûreté et de préciser les interactions entre les deux domaines.

Ainsi, dans les ERP (hors type M) et les IGH, le regroupement des PC de sécurité incendie et de sûreté doit s'inscrire dans une procédure de **demande de dérogation** adressée à la commission de sécurité compétente qui pourra le cas échéant solliciter le référent sûreté compétent (police ou gendarmerie). Cette demande devra alors expliciter clairement les raisons techniques ou organisationnelles (dispositif de sécurité/sûreté UGCIS, gestion de crise, etc.) qui amènent à ce choix et proposer des mesures permettant de s'assurer que les actions liées à la sécurité et à la sûreté seront réalisées avec la même efficacité.

Le cas échéant, il conviendrait donc, *a minima*, de prendre en considération l'ensemble des informations se trouvant plus avant dans cette fiche afin de proposer des dispositions architecturales, techniques et organisationnelles adaptées aux particularités de l'établissement et de son activité afin d'atteindre les objectifs fixés par les règlements. Celles-ci seront soumises à l'autorité administrative qui appréciera la pertinence de ce regroupement au regard des mesures proposées.

2.2 - La réalisation des missions de sécurité incendie et de sûreté par les mêmes personnes

Depuis plusieurs années, il est fréquent que des directeurs d'établissements sollicitent la possibilité de confier les missions de sécurité incendie et de sûreté aux mêmes personnes, dans un souci, principalement économique, d'optimisation des ressources humaines et matérielles.

Comme pour le regroupement des PC de sécurité, rien n'est précisé pour les bâtiments d'habitation ou relevant du code du travail.

Pour les ERP, ce regroupement des missions par un même personnel n'est pas autorisé pour les services de sécurité incendie composés d'agents de sécurité incendie (agents qualifiés SSIAP). L'article MS 46 § 1 précise en effet que dans ce cas précis, « *le chef d'équipe et un agent de sécurité au moins ne doivent pas être distraits de leurs missions spécifiques* » et que les autres agents peuvent être employés à des tâches de maintenance technique. Cela exclut la possibilité pour ces derniers d'être employés pour des missions de sûreté.

En 2015, la circulaire du 12 août 2015 autorise la double qualification des agents et décrit dans quelles conditions il est désormais envisageable pour ceux-ci d'exercer concomitamment ou successivement lors de vacations distinctes les fonctions de sécurité incendie et de sûreté. On retrouve deux types de situation :

- cas des agents SSIAP œuvrant en sus de l'effectif minimal ne pouvant être distrait de l'activité de sécurité incendie déterminé en application de la réglementation ;
- cas où la présence des agents n'est requise par aucun texte.

Cette circulaire insiste sur l'aptitude professionnelle des agents dans les deux domaines, sécurité et sûreté via les qualifications SSIAP et agent privé de sécurité.

En 2017, les dispositions spécifiques aux établissements de vente et aux centres commerciaux (ERP de type M) ont, comme pour la mutualisation du PC de sécurité, rendu cette mutualisation des missions possible. L'article M 29 §2 précise qu'en dérogation à l'article MS 46, en dehors du chef d'équipe et d'un agent de sécurité non distraits de leurs missions spécifiques de sécurité incendie, « *les autres agents SSIAP peuvent être employés à d'autres tâches concourant à la **sécurité globale** de l'établissement* ».

Pour les IGH, l'article GH 62 §2 interdit ce regroupement des missions : « *le chef d'équipe et les agents permanents ne sont jamais distraits de leur fonction spécifique de sécurité incendie, d'assistance à personnes et de maintenance technique liée aux installations de sécurité incendie* ».

Ainsi, comme pour la mutualisation du PC de sécurité, dans les IGH et les ERP disposant d'un service de sécurité incendie composé d'agents SSIAP, la réalisation des missions de sûreté et de sécurité incendie par les mêmes personnes, doit faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de l'autorité de police compétente.

Référentiels réglementaires

Code de la construction et de l'habitation.

Code du travail.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié pour les établissements recevant du public :

- service de sécurité : MS 45 à 52, M 29 et M 31 ;
- poste de sécurité : articles MS 50.

Arrêté du 24 décembre 2007 modifié pour les gares :

- poste central de sécurité incendie : GA 42.

Arrêté du 30 décembre 2011 modifié pour les immeubles de grande hauteur (IGH) :

- agencement et équipements du poste de sécurité incendie : GH 56 ;
- description du service de sécurité incendie : GH 62.

Circulaire du 12 août 2015 relative à l'exercice des activités de sécurité privée et de sécurité incendie par des agents doublement qualifiés.

Article L 612-20 du code de la sécurité intérieure.

Référentiels normatifs

Normes des Système de Sécurité Incendie : NF EN 54. X, NF S 61-970, NF S 61-931 à 940 et FDS 61-949

Guide PP Sécurité – Sûreté

FICHE	8	16/09/2019	Evacuation – zone de regroupement
--------------	----------	-------------------	--

Objectif :

L'évacuation vise à permettre aux occupants d'un établissement de se soustraire rapidement et en sécurité aux effets d'un danger ou d'une menace, et à se regrouper dans une zone protégée via un cheminement sécurisé.

Localisation :

Tous les espaces d'un bâtiment jusqu'à ses abords, dans une progression de l'intérieur vers l'extérieur.

Descriptif :

En ce qui concerne la sécurité incendie, les différents types de bâtiments sont construits de manière à permettre aux occupants, en cas de nécessité, soit de quitter l'immeuble sans secours extérieur soit de recevoir un tel secours.

L'évacuation des personnes en cas d'incendie est la règle dans les établissements recevant du public et les immeubles relevant du code du travail. En habitation, l'évacuation est recommandée lorsqu'elle est rendue possible mais ne constitue pas une règle absolue. Dans les immeubles de grande hauteur (IGH) seules les personnes occupant les compartiments sinistrés doivent évacuer, les autres niveaux de l'immeuble pouvant poursuivre leur activité.

Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer rapidement (malvoyants, usagers à mobilité réduite notamment usagers en fauteuils roulants et personnes âgées...), l'évacuation différée (EAS, transfert latéral) n'est pas toujours appropriée, il est alors préférable de privilégier l'aide humaine par un personnel formé aux procédures d'évacuation adaptées à l'établissement et à l'exploitation et prenant en compte les différents types de handicap.

L'organisation de l'évacuation en cas d'incendie s'appuie sur un ensemble de dispositions constructives, techniques et organisationnelles.

Parmi les dispositions constructives, il est possible de citer :

- pour chaque local, étage ou bâtiment, des dégagements et sorties, judicieusement répartis, en nombre suffisant et d'une largeur adaptée aux effectifs admis ;
- des modes de distribution intérieure des locaux variés (cloisonnement traditionnel ou compartiments) adaptés aux activités et visant à faciliter l'évacuation du public et du personnel ainsi que l'intervention des secours.

Parmi les dispositions techniques, il est possible de citer :

- les équipements d'alarme qui informent les occupants d'un établissement de la survenue d'un événement nécessitant d'évacuer (signaux sonores et lumineux) ;
- l'éclairage de sécurité (d'ambiance ou d'évacuation) qui permet aux personnes de rejoindre facilement les sorties de secours les plus proches ;
- les équipements de désenfumage, qui permettent l'extraction des fumées pour notamment faciliter le cheminement des occupants et l'intervention des secours ;

- la facilité de manœuvre des portes des dégagements (barre anti-panique, etc.).

Parmi les dispositions organisationnelles, il est possible de citer :

- la sensibilisation de l'ensemble du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- la formation de guides et serre-files qui accompagnent les occupants pendant l'évacuation et s'assurent que personne ne reste dans le bâtiment ;
- la définition de points de rassemblement ;
- l'organisation d'exercices d'évacuation.

Descriptif (suite) :

En matière de sûreté et notamment en cas d'action terroriste, l'évacuation ne constitue pas une règle établie. Compte tenu du caractère protéiforme des actions malveillantes et de leur possible adaptation aux réponses apportées au sein d'un bâtiment, l'évacuation ne constitue que l'une des réponses possibles, tout comme le confinement ou une combinaison de ces deux réactions. Ce sont les particularités architecturales du bâtiment, la sensibilité du site en matière de sûreté et le déroulement de l'action malveillante qui doivent guider le responsable d'établissement dans ses choix pour :

- Définir les réactions pouvant être adoptées en fonction de scénarios identifiés ;
- Définir une ou plusieurs zones de rassemblement en fonction de la nature du risque / de la menace ;
- Définir les cheminements à emprunter pour rejoindre ces zones.

Par ailleurs, il conviendra d'intégrer, la possibilité que des personnes malveillantes utilisent l'alarme incendie dans leur processus d'attaque.

Tout comme en matière de sécurité incendie, la conduite à tenir en cas d'acte malveillant (évacuation, confinement ou toute autre action adaptée à l'évènement), s'appuie sur un ensemble de dispositions constructives, techniques et organisationnelles.

Parmi les dispositions constructives, il est possible de citer :

- l'organisation des cheminements et notamment des circulations verticales pour faciliter les contrôles d'accès ;
- la localisation des issues sur l'extérieur afin de permettre d'évacuer à distance de l'entrée principale;
- la possible limitation des sorties et dégagements au strict nécessaire réglementaire de manière à ne pas multiplier les points de vulnérabilité ;
- l'utilisation d'ouvrages constitués de matériaux occultants et/ou résistants aux actions malveillantes, pour la protection des cheminements, dégagements et zones de regroupement ;
- le positionnement des issues et dégagements dans des zones facilement contrôlables et/ou sous surveillance.

Parmi les dispositions techniques, il est possible de citer :

- les équipements d'alarme attentat qui informent les occupants d'un établissement ou une partie des occupants de la survenue d'un évènement malveillant (signaux sonores et/ou visuels, alarme générale, générale sélective ou restreinte – cf. fiche sur les équipements d'alarme) ;
- les moyens de communication interne (téléphone, équipements radios, système de sonorisation, etc.) ;
- système permettant de signaler aux occupants le cheminement à prendre en fonction de la localisation de la menace ;
- la vidéosurveillance ;
- les équipements de détection d'intrusion qui informent de l'utilisation inhabituelle ou non prévue d'une porte ou d'une fenêtre (contacteurs de position, contrôles d'accès) ou encore de la présence de personnes (détecteurs de mouvement).

Parmi les dispositions organisationnelles, il est possible de citer :

- la sensibilisation de l'ensemble du personnel sur la conduite à tenir en cas d'acte malveillant ;
- la mise en place de procédures adaptées au site en cas d'acte malveillant ;
- l'organisation d'exercices attentat.

La zone de regroupement ou le point de rassemblement est un espace à l'extérieur du bâtiment où les personnes ayant évacué peuvent se regrouper en étant à l'abri des effets de l'incendie. Il doit être choisi en prenant en considération un certain nombre de facteurs :

- la distance entre le bâtiment et la zone de regroupement : l'analyse des sources de danger permet de définir une distance de sécurité adaptée - une distance d'au moins 8 mètres permet de se soustraire des principaux effets thermiques liés à l'incendie ainsi qu'aux éventuelles chutes de matériaux provoquées par le sinistre et une distance trop importante augmente le risque d'éparpillement des personnes évacuées ;
- la sécurité du cheminement nécessaire pour s'y rendre depuis les sorties du bâtiment : il est préférable de choisir un lieu qui ne nécessite pas de traverser des voies de circulation importantes en privilégiant notamment la circulation sur les trottoirs ;
- les dimensions de la zone de regroupement doivent être adaptées au nombre de personnes à recueillir.

La notion de confinement n'est pas à mettre en relation avec la notion de zone de regroupement.

Critères – objectifs de sûreté :

- Être en mesure d'identifier une action malveillante en préparation.
- Être en capacité de détecter une alarme incendie indûment déclenchée et d'en informer les occupants dans les meilleurs délais.
- Pouvoir prévenir rapidement les occupants de l'établissement d'un danger et les orienter dans leur comportement.
- Identifier des zones de regroupement en cas d'incendie et des cheminements pour une exposition minimale à la menace.

Critères – objectifs de sécurité incendie :

- Permettre une évacuation rapide et en bon ordre des occupants d'un bâtiment.
- Maintenir en toutes circonstances les cheminements et dégagements praticables et accessibles.
- Identifier des zones de regroupement permettant de soustraire les occupants aux effets d'un éventuel sinistre tout en s'assurant des conditions de réalisation de l'évacuation (délais, présence de toutes les personnes, etc.).

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie

Comme décrit précédemment, si l'évacuation en cas d'incendie est la règle dans la majorité des bâtiments, elle n'est qu'une possibilité en cas d'attentat ou d'acte malveillant.

Cela renforce le sentiment qu'il est difficile d'établir des procédures ou consignes permettant de concilier en toutes circonstances, et notamment en cas d'acte malveillant, à la fois les principes de sécurité incendie et ceux de sûreté. Néanmoins des principes généraux peuvent être cités pour

faire face à la majorité des situations avec efficacité :

1/ Établir des procédures en gardant à l'esprit à la fois les exigences réglementaires en matière de sécurité incendie et les bonnes pratiques en matière de sûreté mais en dissociant parfaitement les deux processus.

- Etablir les procédures en associant les personnes en charge de la sécurité incendie et celles en charge de la sûreté.
- Formaliser les procédures par écrit et les regrouper dans un registre unique, à positionner le cas échéant au poste de sécurité ou à l'endroit où les alarmes peuvent être gérées.
- Mettre en place un système de management des procédures en assurant leur révision de manière régulière (annuellement) et dès l'apparition de critères nouveaux (travaux, modification de l'activité, etc.).
- Etablir une procédure d'alerte des forces de l'ordre en cas de détection d'un comportement suspect (aide à la décision, chaîne de validation, etc.).
- Ne jamais utiliser l'alarme incendie pour organiser une évacuation dans le cadre d'un attentat. L'évacuation entreprise dans le cadre d'un incendie s'effectue sans précaution particulière et dans les meilleurs délais. En cas d'action malveillante, il conviendra d'observer une vigilance maximale quitte à ralentir l'évacuation, l'hypothèse d'une menace extérieure devant toujours être envisagée.
- S'assurer que le signal d'alarme attentat ne puisse pas être confondu avec celui de l'alarme incendie.
- Définir des moyens de communication internes et externes permettant d'informer le personnel et les voisins sur la survenue d'événements.
- Concevoir les réactions en fonction de l'alarme sur la base de scénarios plausibles, en ne retenant que les principaux (principe de scénario enveloppe) et sans omettre ceux combinant simultanément alarme incendie et alarme attentat.
- Définir, quand cela est possible, plusieurs points de regroupement, pour permettre une modularité des réactions à adopter, tant en fonction de la localisation d'un éventuel sinistre qu'en fonction de la nature de l'acte malveillant.

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie (suite)

2/ Sensibiliser et former le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et en cas d'acte malveillant.

- **Sensibiliser** l'ensemble du personnel sur la conduite à tenir dans les différentes situations :
 - par l'organisation notamment de séances d'informations, au moins annuelles, ayant pour objectif de présenter les particularités de l'établissement (visites et marches exploratoires, etc.), les procédures et consignes en vigueur ainsi que le système de management mis en place ;
 - mais également par la conduite d'exercices pratiques (évacuation incendie, réaction en cas d'acte malveillant, etc.) permettant de mettre en œuvre les consignes présentées de manière théoriques et d'évaluer leur pertinence et leur compréhension par le personnel ou le public.
- **Former** le personnel en charge de missions spécifiques en cas d'incendie ou d'acte malveillant :
 - former le personnel en charge de la gestion des équipements d'alarme sur la connaissance des matériels et de leur utilisation ;
 - former le personnel en charge de la gestion des alarmes sur les modalités de conduite des

levées de doute (obligatoirement physique en cas d'incendie, la levée de doute peut être réalisée avec des moyens techniques en cas de suspicion d'un acte malveillant) ;

- former, par bureau ou service, des personnes pour conduire les évacuations en cas d'incendie ou d'acte malveillant (principe des guides et serre-files, mise en place de procédures de communication internes spécifiques, etc.) ;
- former l'ensemble du personnel en matière de secours à victime et sur l'utilisation des moyens de secours.

- **Inform** le personnel de comportements ou faits qui pourraient laisser supposer une action malveillante en préparation :
 - comportement suspect d'une personne qui évolue dans un espace où elle ne devrait pas se trouver ;
 - présence en statique d'une personne inconnue ou d'un véhicule en stationnement prolongé avec des occupants à son bord ;
 - personne à la silhouette atypique compatible avec la dissimulation sous les vêtements d'armes ou d'une ceinture d'explosifs ;
 - comportement nerveux, incantations, etc.
- **Inciter à la vigilance** en toutes circonstances et particulièrement lors des opérations d'évacuation, surtout quand le sinistre n'est pas avéré.
- **Alerter aussitôt les agents de sûreté** (quand les fonctions sécurité et sûreté sont dissociées) pour une observation accrue de l'environnement et une recherche sur l'origine du sinistre via la relecture de la vidéosurveillance (si les circonstances le permettent, en fonction des événements, de la position du PCS, sans mettre en danger les agents).
- **Renseigner** : prévoir l'utilisation d'une plateforme d'un réseau social pour que l'ensemble des occupants (activité tertiaire ou personnel de l'établissement) puissent bien confirmer à posteriori leur mise en sécurité.

3/ Donner aux personnes en charge de l'application des procédures les moyens tant techniques que décisionnels leur permettant de guider les occupants du bâtiment en cas d'évènement non souhaité.

- **Faciliter la cohabitation de la sécurité et de la sûreté** au sein des mêmes locaux. En cas de service de sécurité incendie composé d'agents SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne), imposé par la réglementation incendie, au moins un chef d'équipe (SSIAP 2) et un agent (SSIAP 1) ne doivent pas être détournés de leur mission principale de gestion du risque d'incendie. Les autres agents peuvent être employés à d'autres tâches, notamment de gestion de la sécurité globale incluant la sûreté.

Solutions envisageables pour combiner les exigences de sûreté et de sécurité incendie (suite)

- **Promouvoir le recours à la vidéo**, aussi bien sur les extérieurs, qu'à l'intérieur des installations pour faciliter la prise de décision. Selon l'importance du site, prévoir un opérateur vidéo exclusivement dédié à cette fonction.
- **Promouvoir l'utilisation de systèmes de sonorisation modulaires** pour informer si nécessaire les occupants de l'évolution d'une situation durant la phase d'évacuation. Avoir plusieurs niveaux d'information :
 - Codée à destination du personnel de sûreté et d'incendie ;
 - Codée à destination du personnel de l'établissement ;

- Générale.
- Prévoir des **moyens de communication** communs entre sécurité et sûreté.

4/ Dans le cadre d'une simultanéité d'alarme incendie et d'une action malveillante avérée

- Adapter la réaction à la situation rencontrée : compte tenu du caractère protéiforme, variable et évolutif des risques, il revient aux personnes en charge de la gestion de l'évènement de définir quelle procédure doit être mise en œuvre. Il est pour cela nécessaire de comparer les gravités potentielles des événements en cours et donc d'analyser la dangerosité du départ de feu et le niveau de la menace engendré par l'acte malveillant. Si le départ de feu est avéré et susceptible d'engager rapidement la sécurité des personnes, il est conseillé de :
 - Déclencher l'alarme incendie.
 - Mettre en œuvre la procédure de sûreté adaptée. L'alarme attentat :
 - ne devra pas perturber la perception de l'alarme incendie ;
 - pourra, selon les circonstances, être plus ou moins sélective en fonction de la catégorie du personnel (personnel de sûreté et d'incendie, personnel de l'établissement ou générale).

L'évacuation doit se dérouler avec une **vigilance extrême**. L'observation individuelle permettra d'adapter sa posture (je vois un incendie, je sais que je dois évacuer de toute manière - j'entends des coups de feu à proximité sans voir de feu, je me protège - je vois un incendie et j'entends des coups de feu, je priorise en fonction de ma situation propre).

- Alerter les services de police et de secours.
- Prendre en charge les personnes en situation de handicap, qui ne devront pas, dans la mesure du possible, rester en espace d'attente sécurisé.
- Ne pas inviter à rejoindre une zone de regroupement susceptible d'être atteinte par la menace, mais guider les personnes afin de permettre une dispersion optimale à l'extérieur de l'enceinte.

5/ Définition des zones de regroupement

- Engager une réflexion commune, sécurité – sûreté, **sur le choix de la zone de regroupement**. Si une zone de plein air à l'écart de la voie publique existe, répondant aux critères réglementaires, elle sera privilégiée. Désigner, parmi le personnel de sûreté, des « scrutateurs », ils auront comme unique mission de surveiller l'environnement du site (abords, bâtiment, intersections, etc.) pour anticiper l'arrivée d'une menace. Ils auront à disposition des moyens radios.
- Solliciter les services de la ville pour **protéger à minima l'espace de regroupement** face à une attaque par véhicule bélier. Dans le cas d'espèce, plusieurs options pourront être envisagées, dont des aménagements paysagers ou avec du mobilier urbain non spécifique, le tout devant contribuer à la protection des personnes et à la dissuasion.

Référentiels réglementaires :

- Code travail
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié
- Arrêté du 30 décembre 2011 modifié
- Livre VI de la code de la sécurité intérieure.

Référentiels non réglementaires :

- Guides de bonnes pratiques du SGDSN